



# Les Indicateurs FCCQ

Édition 2009

Fédération des chambres de  
commerce du Québec (FCCQ)





## Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Grâce à son vaste réseau de 158 chambres de commerce, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 40 000 entreprises et 100 000 gens d'affaires exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. La FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel



# Table des matières

<b>Message de la présidente-directrice générale</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire exécutif</b>	<b>3</b>
<b>Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ</b>	<b>5</b>
1. <i>Cultiver l'entrepreneuriat</i> .....	6
2. <i>Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse</i> .....	7
3. <i>Agir sur les facteurs directs de productivité</i> .....	8
4. <i>Favoriser le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, disponible et mieux adaptée aux besoins</i> .....	9
5. <i>Appuyer l'exploitation énergétique comme levier économique et améliorer notre efficacité énergétique</i> .....	10
6. <i>Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental</i> .....	11
7. <i>Dynamiser notre potentiel d'innovation</i> .....	12
8. <i>Attirer les investissements étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques</i> .....	13
<b>Les signaux provenant des régions administratives du Québec</b>	<b>14</b>
<i>Abitibi-Témiscamingue</i> .....	15
<i>Bas-Saint-Laurent</i> .....	16
<i>Capitale-Nationale</i> .....	17
<i>Centre-du-Québec</i> .....	18
<i>Chaudière-Appalaches</i> .....	19
<i>Côte-Nord</i> .....	20
<i>Estrie</i> .....	21
<i>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</i> .....	22
<i>Lanandière</i> .....	23
<i>Laurentides</i> .....	24
<i>Laval</i> .....	25
<i>Mauricie</i> .....	26
<i>Montérégie</i> .....	27
<i>Montréal</i> .....	28
<i>Nord-du-Québec</i> .....	29
<i>Outaouais</i> .....	30
<i>Saguenay-Lac-Saint-Jean</i> .....	31
<b>Autres considérations</b>	<b>32</b>



# Message de la présidente-directrice générale

En février 2006, après une année de consultation auprès de ses membres, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) publiait sa vision économique : *Pour un Québec gagnant*. D'abord et avant tout, un Québec compétitif et innovateur qui exploite l'ensemble des possibilités de l'internationalisation : voilà notre vision !

Ainsi, chaque année, la FCCQ évalue le progrès que réalise le Québec par rapport à sa vision économique. Dans *Les Indicateurs FCCQ*, elle présente une analyse macroéconomique de l'ensemble de la province et de ses régions administratives.

À la lumière de ce que démontrent ses indicateurs et sur la base de sa vision économique, la FCCQ oriente ses actions auprès des gouvernements et de ses partenaires. Car, pour la FCCQ, le dynamisme économique du Québec passe, bien sûr, par celui des entreprises, mais également par des politiques gouvernementales structurantes qui favorisent la création de richesse.

Les indicateurs FCCQ - Éditions 2009 sonnent l'alarme en ce qui concerne la croissance future de l'économie québécoise. Il est vrai que le Québec fait meilleur figure que la plupart de ses partenaires nord-américains en cette sortie de récession. Toutefois, dans une perspective de croissance à plus long terme, l'avenir s'annonce difficile et il faudra relever de nombreux défis.

À titre de défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, la FCCQ entend continuer de prendre fait et cause pour des politiques publiques axées sur la croissance des entreprises. Selon la FCCQ et ses membres, cela demeure la seule façon de redresser l'économie du Québec et favoriser ainsi l'enrichissement collectif et la productivité de notre économie.

Bonne lecture de l'édition 2009 de *Les Indicateurs FCCQ* !

La présidente-directrice générale,



Françoise Bertrand

Fédération des chambres de commerce du Québec

# Sommaire exécutif

## ALERTE À L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

### Une faible productivité: symptôme d'une économie en perte de vitesse

Voilà le constat que fait la FCCQ de l'économie du Québec à la fin 2008, alors que s'amorçait la plus récente récession dont nous sommes tout juste en train de sortir. De plus, bien que les données ne soient pas encore disponibles, il est fort possible qu'en 2009, les choses ne se soient pas améliorées.

Il est normal qu'en période de récession, notre économie ait reculé. Toutefois, rien ne justifie nos reculs sur la productivité, surtout par rapport au Canada.

### Une sortie de récession difficile

On comprend qu'avec l'ampleur qu'a prise la crise financière en 2008, les entreprises québécoises aient avant tout cherché à se protéger contre la tempête économique et qu'elles aient adopté une attitude défensive. Ce qu'il faut tirer de ce portrait pré-récession, c'est qu'une fois les grandes turbulences terminées, le Québec ne sera pas en position de force pour relancer son économie. Outre le secteur de l'énergie, la productivité et la création de richesse ne sont pas au rendez-vous.

La plupart des experts s'entendent, c'est en augmentant la productivité de nos entreprises, des gouvernements et des sociétés d'État que nous créerons de la richesse. Dans l'état actuel des choses, ni les entreprises, ni les gouvernements ne sont en mesure d'y arriver. Sans gain de productivité, nous sommes condamnés à une inexorable perte de vitesse sur le plan économique.

### Il n'est pas trop tard, mais il faut bouger... et vite !

Le secteur privé et les gouvernements ne peuvent pas demeurer insensibles aux feux rouges que les indicateurs économiques font clignoter.

En période de rareté des ressources, il faut concentrer nos efforts sur les facteurs qui contribuent à hausser la productivité :

- les investissements en machines et équipements
- les investissements en recherche et développement et en transfert de technologie
- la qualification de la main-d'oeuvre, surtout dans les secteurs en demande
- les investissements en infrastructures technologiques



# Sommaire exécutif

S'il est un message dans cette alerte à l'économie du Québec que nous lançons, c'est bien celui de cesser d'éparpiller nos maigres ressources et de travailler tous ensemble - le secteur privé et les partenaires du secteur public - afin de gagner le combat de la productivité. Nous avons les moyens de cesser de reculer sur ce front et même de faire des bonds en avant. Il suffit d'avoir la volonté de le faire.

## Les signaux en provenance des régions du Québec

Les régions du Québec avaient presque toutes connu une bonne croissance économique en 2007. Malgré la conjoncture, elles ont réussi à faire preuve d'une certaine résilience en terme d'activité économique en 2008.

On ne se surprendra pas que la croissance ait été particulièrement anémique dans les régions où l'activité manufacturière est importante. C'est le cas du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord, de la Mauricie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le marché du travail des régions a plutôt bien résisté aux assauts de la crise financière. Seules les régions de la Côte-Nord, du Centre-du-Québec, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et des Laurentides ont enregistré des pertes nettes d'emplois en 2008.

Dans ce palmarès de l'emploi en région, on remarquera la performance de la région de l'Outaouais dont le nombre d'emplois a augmenté de 11 900 en 2008, sous l'effet d'une croissance économique exceptionnelle de 6,9 % alors que la croissance de l'ensemble du Québec fut de 1,9 %.

L'économie de Montréal, qui représente 35 % de l'activité économique du Québec, manifeste encore en 2008 des signes d'anémie. La croissance du PIB de l'Île de Montréal fut de 1,8 %. Cela a tout de même permis de soutenir la création de 6200 emplois. Pour sa part, le taux de chômage demeure s'est établi à 8,2 % dans la région de Montréal.



# Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ

# Axe 1. Cultiver l'entrepreneuriat

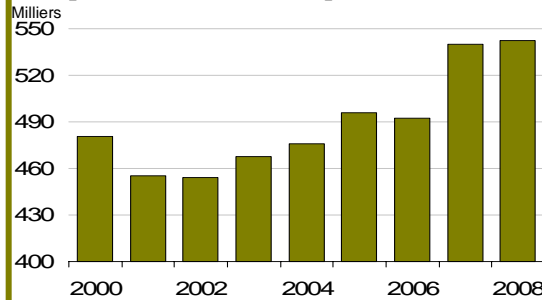
## Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Favoriser la création et la croissance des entreprises
- ✓ Contribuer à la mise en place de modes permettant l'intégration des PME manufacturières aux secteurs de pointe
- ✓ Participer aux efforts de transferts intergénérationnels dans les PME
- ✓ Promouvoir l'augmentation des compétences des gestionnaires

## Enjeux

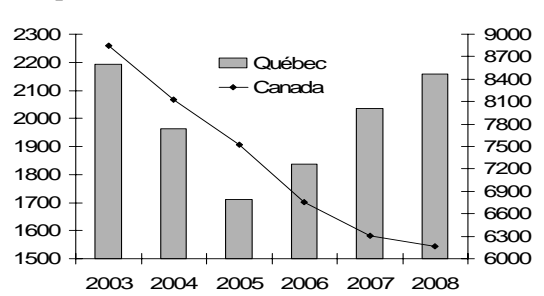
- ✓ Relève entrepreneuriale
- ✓ Capital de risque d'amorçage et de démarrage
- ✓ Structure entrepreneuriale

Graph. 1 : Nombre d'entrepreneurs



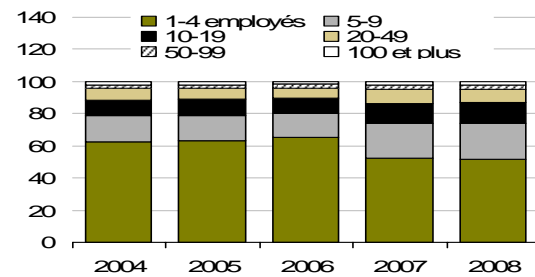
Source: Statistique Canada

Graph. 2 : Nombre de faillites commerciales



Source: Statistique Canada

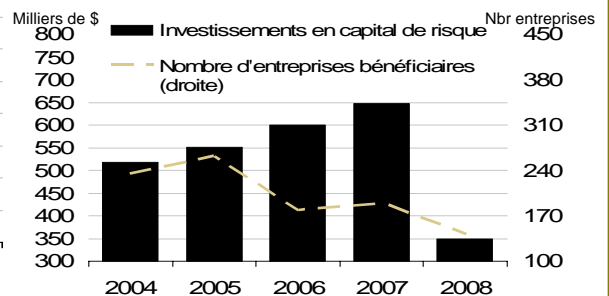
Graph. 3 : Croissance des entreprises\* (% du nombre total d'entreprises, selon la taille)



Sources: Statistique Canada

\* Interpréter ces données avec discernement, car les changements méthodologiques ne sont pas appliqués rétroactivement.

Graph. 4 : Disponibilité du capital de risque (Milliers de \$ courant et unité)



Source: Statistique Canada

Le fort ralentissement économique observé dans la deuxième partie de l'année a freiné quelque peu l'entrepreneuriat en 2008. La croissance du nombre d'entrepreneurs – c.-à-d. le nombre de propriétaires d'entreprise et de travailleurs autonomes a légèrement reculé (- 0,3 %). Le nombre annuel de faillites commerciales est quant à lui en constante progression depuis 2005. En 3 ans, la progression enregistrée au Québec a été de 26 % pour atteindre le nombre de 2 157 en 2008. Cette tendance est toutefois aux antipodes de celle observée dans l'ensemble du Canada où le nombre de faillites commerciales a diminué de 18 % sur la même période.

Malgré cela, la création nette d'entreprises au Québec a augmenté, quoique faiblement, au cours des 3 dernières années (+5,8%). Ce résultat signifie deux choses. Premièrement, le haut niveau d'entrepreneuriat observé depuis 2007 s'explique en bonne partie par une hausse du nombre de travailleurs autonomes. Deuxièmement, le taux de roulement des entreprises – c'est-à-dire le nombre de nouvelles entreprises qui remplacent celles ayant fermé leurs portes – est en hausse. Ce dernier constat suggère donc une certaine fragilité de la structure entrepreneuriale québécoise.

La baisse draconienne de l'activité transactionnelle liée au capital de risque enregistrée en 2008 n'a certainement pas aidé à améliorer cette situation. Le contexte de crise financière mondiale a fait en sorte que les montants alloués en capital de risque au Québec ont diminué de près de 50 % entre 2007 et 2008. Le nombre d'entreprises bénéficiaires a aussi diminué, passant de 189 à 141. Fait intéressant, les entreprises québécoises grossissent. En effet, entre 2004 et 2008, la part des entreprises de 4 employés et moins dans l'ensemble des entreprises québécoises est passée de 62,4 % à 51,5 %, alors que celle des petites entreprises (5 à 99 employés) est passée de 35,6 % à 46,6 %. La productivité augmentant avec la taille des entreprises, cette progression est somme toute une bonne nouvelle.



## Axe 2. Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de valeur

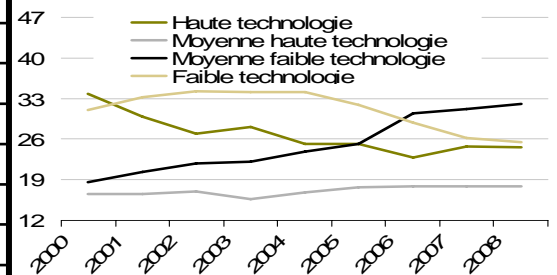
Tableau. 1 : Part de la production totale

	2001	2004	2007
Services publics	4,1 %	3,9 %	4,0 %
Finance et ass.	16,2 %	16,7 %	17 %
Manufacturier	22,6 %	19,8 %	17,6 %
Info et culture	3,8 %	3,8 %	3,9 %
Commerce de gros	5,0 %	5,3 %	5,4 %
Construction	4,7 %	5,6 %	5,9 %
Transport	4,4 %	4,2 %	4,2 %
Enseignement	5,2 %	5,2 %	5,2 %
Mines	0,6 %	0,7 %	1,0 %
Santé	7,3 %	7,5 %	7,9 %
Agriculture et forêts	2,1 %	2,0 %	1,6 %
Professionnels	4,0 %	4,3 %	4,4 %
Commerce de détail	5,7 %	6,1 %	6,2 %
Héb. et restauration	2,1 %	2,3 %	2,4 %
Services administratifs	2,4 %	2,6 %	2,8 %
Administration publique	6,3 %	6,4 %	6,7 %
Autres services	2,5 %	2,6 %	2,7 %

Source: ISQ

Graph. 2 : Exportations par niveau technologique

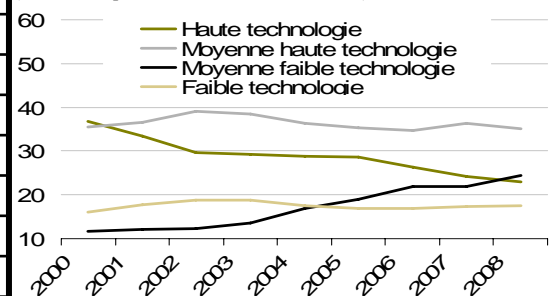
(Part des exportations manufacturières, %)



Source: Statistique Canada

Graph. 3 : Importations par niveau technologique

(Part des importations manufacturières, %)



Source: Statistique Canada

### Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Développer des filières industrielles porteuses de compétitivité
- ✓ Adopter des modèles de gestion modernes
- ✓ Encourager le développement des services aux entreprises

### Enjeux

- ✓ Faiblesse des investissements privés
- ✓ Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée

Avec l'intensification de la concurrence étrangère et l'internationalisation croissante de la production, les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre sont devenues la plupart du temps non rentables dans les pays où les salaires sont élevés. La spécialisation dans les activités manufacturières traditionnelles – où la compétitivité se base surtout sur les coûts – n'est plus une solution viable pour ces pays. Afin de rester compétitif dans le paysage économique mondial, le Québec doit recourir davantage aux technologies, au savoir et à la création. C'est ainsi qu'il parviendra à faire évoluer son économie à long terme.

La structure industrielle du Québec s'oriente de plus en plus vers les services. Cette nouvelle orientation s'effectue notamment dans des industries à faible valeur ajoutée. Par exemple, entre 2001 et 2007, la part de production totale du Québec comprise dans le commerce de détail et les services professionnels est passée de 9,7 % à 10,6 %. D'autre part, la rationalisation de l'industrie manufacturière est on ne peut plus flagrante. La part de celle-ci dans la production totale du Québec est passée de 22,6 % à 17,6 en six ans.

Même si celle-ci est en légère augmentation depuis 2006, la part des exportations de haute technologie dans l'ensemble des exportations du Québec est passablement plus faible qu'au début des années 2000. En effet, cette part est passée de 33,8 % en 2000 à 24,6 % en 2008. Quant aux importations de haute technologie, on y observe un recul continu depuis quelques années avec une baisse de 13,9 points de pourcentage en huit ans. Étant donné le contexte économique mondial décrit plus haut, le Québec se devra impérativement d'utiliser au maximum les avancées technologiques disponibles. Pour ce faire, la tendance observée au cours des dernières années quant à la proportion d'échanges de haut niveau technologique devra être inversée.

# Axe 3. Agir sur les facteurs directs de productivité



## Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Augmenter le taux d'activité et le taux d'emploi
- ✓ Augmenter les rendements des processus de production, **tant des** biens que des services
- ✓ Augmenter l'intensité en capital
- ✓ Réviser les aspects réglementaires et administratifs pénalisant la compétitivité des entreprises
- ✓ Encourager le recours aux TIC dans toutes les régions et dans toutes les industries

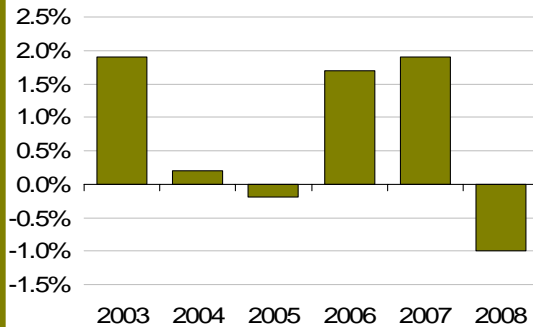
## Enjeux

- ✓ Aide fiscale et réglementaire
- ✓ Modernisation des infrastructures
- ✓ Faiblesse des investissements du secteur privé



**Graph. 1 : Croissance de la productivité**

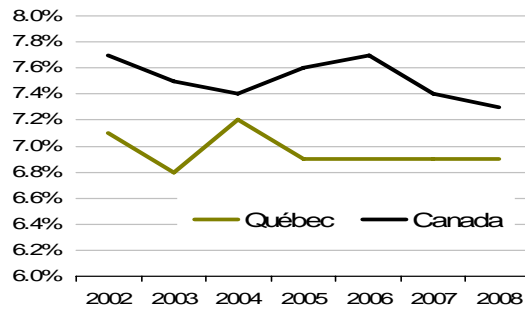
(PIB réel sur heures travaillées, variation en %)



Source: Statistique Canada

**Graph. 3 : Inv. en machines et matériel**

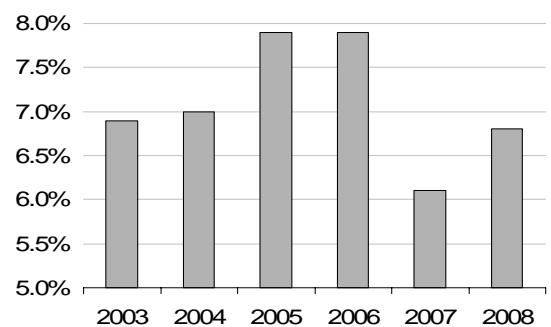
(Formation brute de capital en machines et matériel, % du PIB)



Source: Statistique Canada

**Graph. 2 : Écart de productivité**

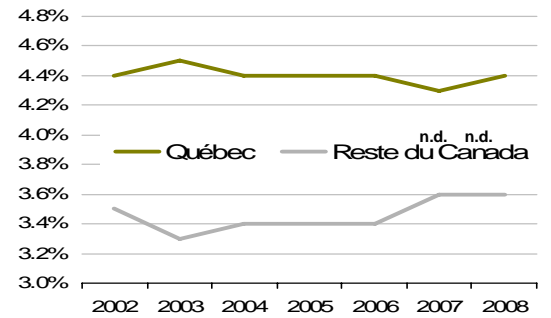
(PIB réel sur heures travaillées, Écart par rapport au Canada en %)



Source: Statistique Canada

**Graph. 4 : Investissements en éducation**

(Dépenses en éducation, % du PIB)



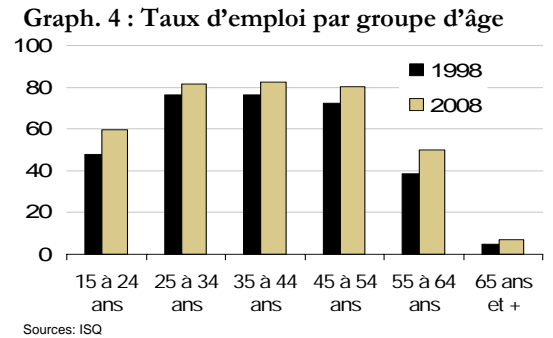
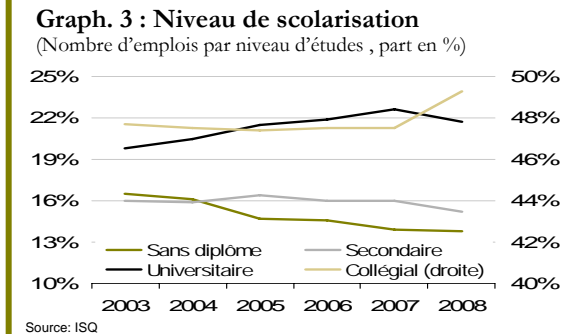
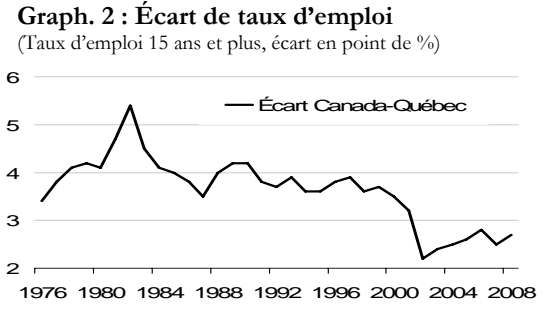
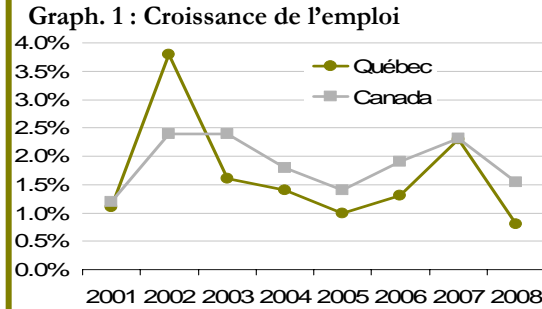
Sources: ISQ et Statistique Canada

Après deux années de croissance tout de même appréciable, la productivité du travail au Québec a fortement diminué en 2008 (-1,0 %). Cette contraction fait en sorte que l'écart de productivité entre l'économie du Québec et celle de l'ensemble du Canada a crû de nouveau, se chiffrant à 6,8 % en 2008. Même en tenant compte du rétrécissement observé en 2007, cet écart est très important. De plus, l'économie canadienne est loin d'être la plus productive à l'échelle mondiale, celle-ci se classant régulièrement en queue de peloton des pays de l'OCDE quant à la productivité de son économie.

Une des explications du retard de la productivité du Québec est que les entreprises québécoises investissent proportionnellement moins d'argent en machines et équipements que celles du Canada. Toutefois, grâce à un recul du côté canadien, l'écart s'est rétréci au cours des dernières années. Celui-ci est passé de 0,8 point de pourcentage en 2006 à 0,4 point en 2008. Pour sa part, le Québec a alloué en 2008 6,9 % de son PIB à ce type d'investissement, et ce, pour la quatrième année consécutive.

La productivité est aussi fortement influencée par le niveau d'éducation et de formation de la main-d'œuvre. À cet égard, notons que le gouvernement du Québec investit proportionnellement plus d'argent que les autres provinces canadiennes en éducation. En 2008, le Québec investissait 4,4 % de son PIB en éducation contre 3,6 % dans le reste du Canada. Toutefois, comme démontré précédemment, ce plus haut niveau d'investissement en éducation ne se traduit pas par une plus grande productivité de l'économie. Ainsi, tout en conservant un tel niveau d'investissement en éducation, des efforts devront être dirigés ailleurs (p.ex. machines et équipements) afin que ultimement l'économie québécoise augmente son niveau de productivité.

# Axe 4. Favoriser le développement d'une main-d'œuvre plus disponible et mieux adaptée aux besoins des entreprises



Après avoir connu une bonne performance en 2007, la croissance de l'emploi a été beaucoup plus faible au Québec en 2008. En effet, elle s'est établie à 0,8 % par rapport à 2,3%, l'année précédente. Cependant, cette croissance de l'emploi est tributaire autant du secteur des services que de celui de la production de biens. En ce qui a trait à ce dernier, le secteur de la construction a fait bonne figure (+20 300 emplois), tandis que le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a créé 15 400 emplois en 2008. Malgré cela, 2008 représente la cinquième année en six ans où la performance du Québec est inférieure à celle du Canada. Quant au taux de chômage, il est par ailleurs demeuré stable entre 2007 et 2008, s'établissant à 7,2 %.

Malgré la création de plus de 30 000 emplois, la proportion de Québécois de 15 ans et plus au travail – c.-à-d. le taux d'emploi – a diminué légèrement pour s'établir à 60,9 %. En conséquence, l'écart entre le taux d'emploi au Québec et celui de l'ensemble du Canada s'est agrandi de nouveau pour s'établir à 2,7 %.

Le niveau de scolarisation est en constante croissance depuis 2003. Ainsi, la proportion de gens détenteurs d'un diplôme d'études postsecondaires et d'un emploi par rapport au nombre total d'emplois est passée de 67,5 % en 2003 à 71,0 % en 2008. Plus précisément, on observe une bonne croissance de la proportion d'emplois reliés à un diplôme collégial, tandis que celle des emplois reliés à un diplôme universitaire tend à se stabiliser.

Entre 1998 et 2008, le taux d'emploi a crû dans toutes les tranches d'âge de la société québécoise. Toutefois, ce taux diminue de façon importante chez les personnes de 55 à 64 ans (50,2 %) pour ensuite s'établir à 6,8 % chez les 65 ans et plus. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, mais où l'espérance de vie croît de façon continue, une hausse du taux d'emploi chez les gens de 55 et ans et plus consoliderait la croissance économique à long terme en favorisant une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises et la force de travail de la société québécoise.

## Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Réviser le financement des systèmes collégial et universitaire
- ✓ Systématiser les partenariats industries-institutions postsecondaires
- ✓ Revitaliser l'apprentissage professionnel et la formation technique
- ✓ Favoriser l'inclusion des travailleurs immigrants
- ✓ Augmenter les formations sur l'entrepreneuriat
- ✓ Doter les « industries de l'avenir » d'une main-d'œuvre qualifiée

## Enjeux

- ✓ Pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- ✓ Décrochage scolaire
- ✓ Prolongement de la vie active

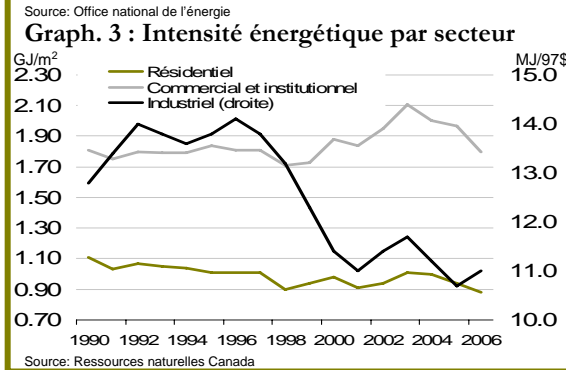
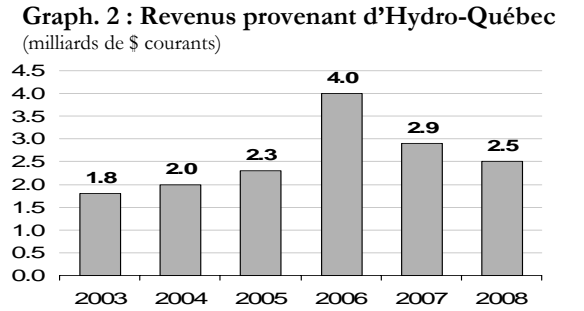
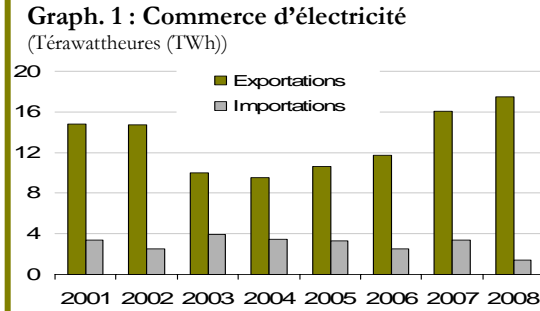
# Axe 5. Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique

Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Miser sur l'électricité comme levier de croissance économique
- ✓ Diversifier le portefeuille énergétique
- ✓ Encourager l'efficacité énergétique et la croissance de sa filière

Enjeux

- ✓ Processus d'autorisation
- ✓ Cadre réglementaire
- ✓ Électrification du transport



Source: Ministère des Finances du Québec

**Tab. 1 : Développements énergétiques**

Projets	Inv.	Prod/an
<i>Chute-Allard &amp; Rapides-des-Cœurs</i>	0,68 G\$	0,9 TWh
<i>Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert</i>	5 G\$	8,5 TWh
<i>Gentilly-2</i>	1,9 G\$	5,0 TWh
<i>Interconnexion avec l'Ontario</i>	0,68 G\$	-
<i>La Romaine</i>	6,5 G\$	8 TWh

Sources: Hydro-Québec

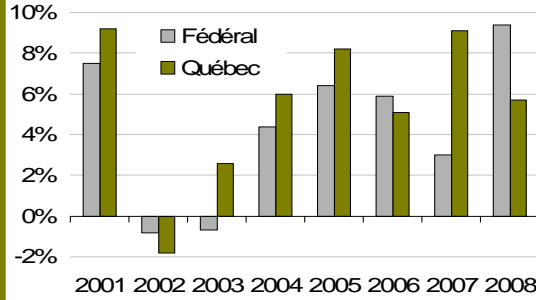
Depuis quatre ans, les exportations d'électricité du Québec sont en croissance constante. En effet, elles sont passées d'un niveau de 9,5 TWh en 2004 à un niveau record de 17,5 TWh en 2008, ce qui représente une croissance de près de 85 % en quatre ans. De plus, en 2008, les importations d'électricité n'ont été que de 1,4 TWh, soit le plus bas niveau des sept dernières années. Ainsi, le solde commercial du Québec en électricité a été de 16,1 TWh en 2008, ce qui représente une valeur de 1,45 G\$. Les revenus en provenance d'Hydro-Québec se sont chiffrés à 2,5 G\$ en 2008. Le gouvernement du Québec a par ailleurs annoncé lors du budget 2008 que la proportion de redevances sur les bénéfices d'Hydro-Québec passera de 50 % à 75 % ce qui, en supposant un même niveau d'activité économique, aura pour effet d'augmenter les revenus gouvernementaux provenant d'Hydro-Québec.

Le prix de l'électricité au Québec est un des plus faibles en Amérique du Nord. La faiblesse relative du prix de l'électricité réduit la qualité du signal de prix, diminuant ainsi les incitatifs à l'efficacité énergétique et les sources de revenus à l'exportation ce qui, en fin de compte, limite la capacité du Québec à réduire sa dette. Des secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel, c'est le secteur industriel qui a le plus amélioré sa performance énergétique au cours des dix dernières années. Le secteur résidentiel tend, quant à lui, à diminuer la sienne, mais assez lentement tandis que le secteur commercial et institutionnel semble en bonne voie de reprendre le terrain perdu en 1999 et 2003. Malgré un prix de l'électricité demeurant peu élevé, la meilleure performance énergétique enregistrée depuis quelques années est certainement attribuable en partie à la hausse tarifaire observée pendant cette période. Le gouvernement a lancé plusieurs mégaprojets récemment. Grâce à sa stratégie de développement énergétique, ce sont 25 G\$ qu'il investira entre 2006 et 2015. Des projets comme la Romaine (6,5 G\$) et Estmain-Rupert (5 G\$) augmenteront de façon considérable la capacité énergétique du Québec. De façon complémentaire, le développement de la filière éolienne et l'extraction potentielle des gaz de schiste consolideront cette capacité.



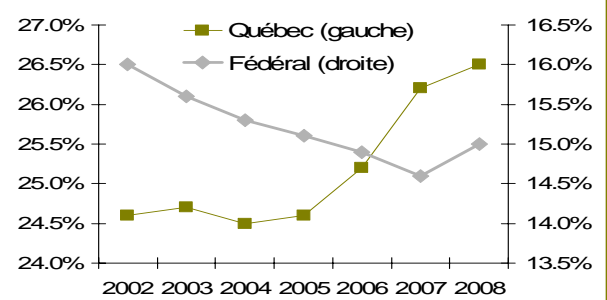
## Axe 6. Encourager le gouv. à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur

Graph. 1 : Croissance des recettes publiques



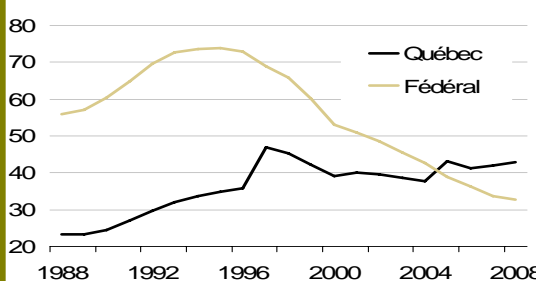
Source: Statistique Canada

Graph. 2 : Dépenses publiques en % du PIB



Source: Statistique Canada et ISQ

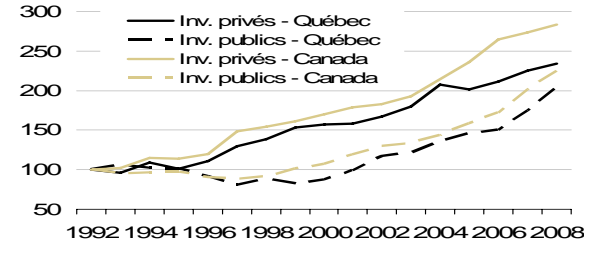
Graph. 3 : Dettes publiques en % du PIB



Source: ISQ

Graph. 4 : Évolution des investissements

(Dépenses en imm. publiques et privées, indice base 100 = 1992)



Sources: ISQ

Après une année de forte croissance, les recettes totales du gouvernement du Québec ont crû de façon plus modérée en 2008 (+5,7%). Cette croissance s'avère plus faible que celle enregistrée par le gouvernement fédéral qui s'établit à 9,4% pour la même année. Toutefois, entre 2001 et 2008, la croissance annuelle moyenne des recettes du gouvernement du Québec s'est établie à 5,4% contre 4,3% pour son homologue fédéral.

En ce qui concerne les dépenses totales du gouvernement du Québec, celles-ci ont augmenté de façon importante depuis 2005. Cela fait notamment en sorte que la proportion des dépenses publiques par rapport au niveau d'activité économique du Québec a augmenté considérablement passant de 24,6% en 2005 à 26,5% en 2008. Pour sa part, la proportion des dépenses publiques du gouvernement fédéral a augmenté en 2008. Toutefois, celle-ci s'établit à 15,0%. Ce qui représente un ratio beaucoup plus faible que celui enregistré par le gouvernement du Québec.

L'état des finances publiques du Québec est donc précaire. D'ailleurs, le poids de la dette du Québec sur son économie augmente lentement mais sûrement. Celui-ci représentait 42,8% en 2008. Le scénario est bien différent du côté du gouvernement fédéral où le ratio dette/PIB est en constante diminution depuis 1995. À cette date, la dette du gouvernement fédéral représentait 73,9% de l'économie canadienne. En 2008, cette proportion n'était plus que de 32,8%. Un tel allègement du poids de la dette donne une meilleure marge de manœuvre pour pallier aux soubresauts ainsi que pour faire face aux changements structurels de l'économie.

La proportion des dépenses en immobilisations publiques au Québec par rapport aux dépenses privées est depuis longtemps supérieure à celle qui prévaut au Canada. Cette plus grande proportion s'explique par la faible part des investissements privés au Québec. Cette prépondérance de l'investissement effectué par le gouvernement du Québec maintient toutefois ce dernier dans un rôle de soutien plutôt que dans un rôle de facilitateur.

### Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Recentrer davantage le rôle de l'État comme facilitateur plutôt que comme entrepreneur
- ✓ Inciter à une bonne distribution durable des services publics sur l'ensemble du territoire
- ✓ Réévaluer l'offre de services publics

### Enjeux

- ✓ Croissance des dépenses en santé
- ✓ Déclin de la population active
- ✓ Faiblesse de la productivité
- ✓ Compétitivité fiscale

# Axe 7. Dynamiser notre potentiel d'innovation



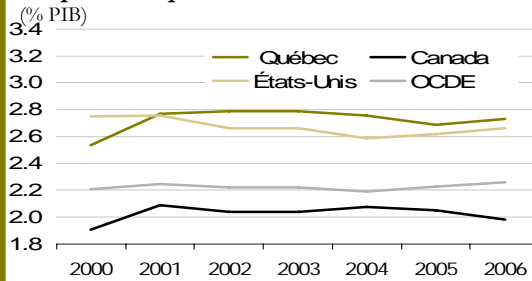
## Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Consolider le système d'innovation québécois
- ✓ Encourager les partenariats entre les acteurs de l'innovation
- ✓ Ajuster la politique fiscale et la réglementation en faveur de l'innovation
- ✓ Améliorer les infrastructures de l'innovation

## Enjeux

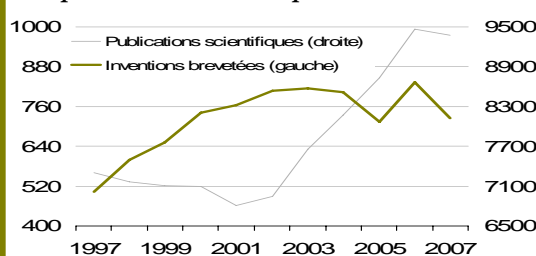
- ✓ Commercialisation
- ✓ Protection de la propriété intellectuelle
- ✓ Pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée

**Graph. 1 : Dépenses totales en R&D**



Source: ISQ

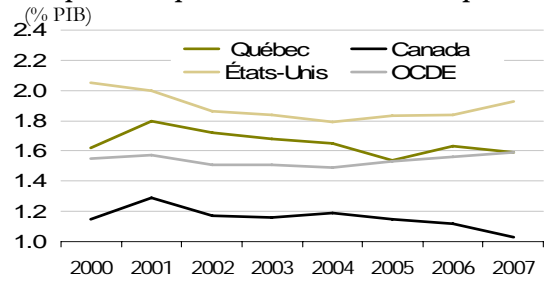
**Graph. 3 : Inventions et publications\***



Source: ISQ

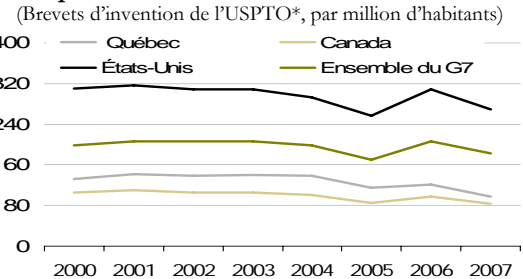
\* Nombre d'inventions brevetées à l'USPTO et nombre de publications scientifiques en sciences naturelles et génie

**Graph. 2 : Dépenses en R&D des entreprises**



Source: ISQ

**Graph. 4 : Brevets d'invention détenus**



Source: ISQ

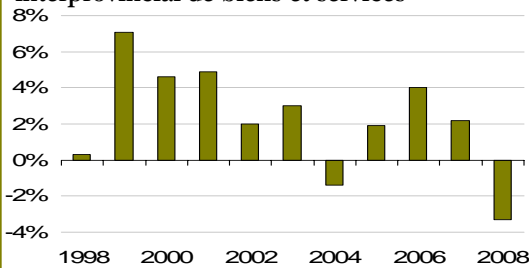
Par rapport à la taille de son économie, le Québec investit de façon importante en recherche et développement (R&D). Les dépenses intra-muros de R&D (DIRD) de l'ensemble des secteurs économiques ont atteint 7,7 G\$ au Québec en 2006, ce qui représente 2,73 % du PIB québécois. En comparaison, au cours de la même année, le ratio pour l'ensemble du Canada a été de 1,98 %, tandis que les ratios pour l'ensemble des pays de l'OCDE ainsi que pour les États-Unis ont été respectivement de 2,26% et 2,66%.

Les entreprises sont responsables de 60 % des dépenses en R&D effectuées au Québec, les institutions d'enseignement, de 33 % et les gouvernements, de 7 %. Les entreprises québécoises ont investi 4,7 G\$ en R&D en 2007, soit une augmentation de 3,2% par rapport à 2006. Malgré cette croissance, on observe au Québec une tendance à la baisse des dépenses intra-muros en R&D des entreprises par rapport à la valeur du PIB. Cette tendance se dessine à l'inverse de ce que l'on observe en moyenne dans les pays de l'OCDE, et plus précisément aux États-Unis, où la tendance est à la hausse. D'ailleurs, en 2007, le ratio enregistré au Québec était le même que celui enregistré en moyenne dans les pays de l'OCDE, soit 1,59%.

Après avoir enregistré une forte remontée en 2006, le nombre de brevets d'invention détenus au Québec a diminué à nouveau en 2007 pour s'établir à 725, ce qui représente une baisse de 13 % par rapport à 2006. Cette baisse du nombre de brevets a toutefois été observée dans la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, en proportion de sa population, le Québec est loin de tenir le haut du pavé en ce qui concerne la détention de brevets. En 2007, on enregistrerait au Québec 97 détentions de brevet par million d'habitant, comparativement à une moyenne de 182 dans les pays du G7 et à 270 aux États-Unis. Étant donné la forte proportion d'investissements accordés à la R&D dans son ensemble, les résultats du Québec en ce qui a trait à la détention de brevets sont assez décevants. Par ailleurs, cela peut s'avérer être un autre facteur expliquant le faible bilan de l'économie québécoise sur le plan de la productivité.

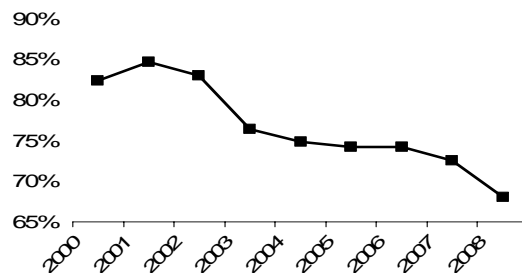
# Axe 8. Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux stratégiques

**Graph. 1 : Croissance réelle du commerce interprovincial de biens et services**



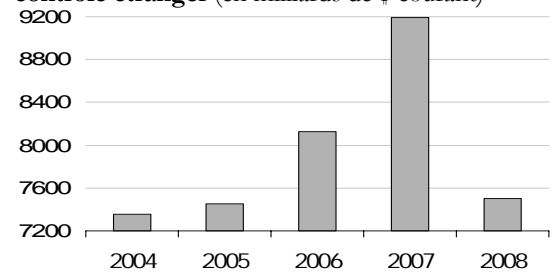
Source : Statistique Canada

**Graph. 3 : Part des exportations totales allant aux États-Unis**



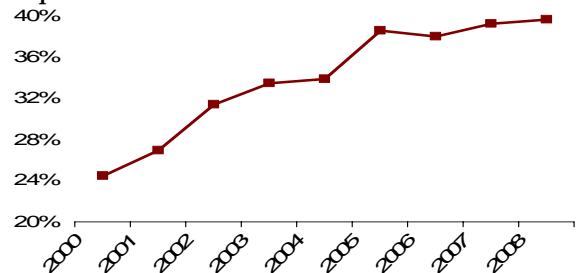
Source : Industrie Canada

**Graph. 2 : Dépenses en immobilisations sous contrôle étranger (en milliards de \$ courant)**



Source : ISQ

**Graph. 4 : Part des importations en provenance du BRIC**



Source : Industrie Canada

Après une croissance somme toute soutenue au cours des trois années précédentes, la croissance réelle du commerce interprovincial de biens et services a fortement reculé en 2008. Étant la destination de plus de 50 % des exportations québécoises à l'intérieur du Canada, les difficultés économiques de nos voisins ontariens, particulièrement dans le secteur automobile, a certainement pesé lourd dans ce recul. En ce qui concerne les provinces de l'Ouest, celles-ci ne représentent actuellement que le quart de nos exportations interprovinciales. Étant donné le fort potentiel de croissance que représente cette région grâce à son potentiel énergétique, le Québec tirerait certainement profit d'y dédier une plus grande part de ses exportations.

Les investissements en immobilisations au Canada effectués par des entreprises sous contrôle étranger ont fortement diminué en 2008. Ceux-ci ont enregistré une baisse de 18 % par rapport à leur niveau de 2007 qui fut, il faut le souligner, particulièrement élevé. Dans ce cas-ci, l'impact de la crise financière qui a frappé de plein fouet l'économie mondiale, explique certainement en bonne partie ce recul.

La part des exportations québécoises à destination des États-Unis sur le total des exportations internationales est passée de 82,4 % en 2000 à 68,0 % en 2008. Ce phénomène s'explique certes par les difficultés économiques observées aux États-Unis mais aussi en partie par une volonté de diversification et par le fait que la concurrence à l'échelle mondiale pour le marché américain est de plus en plus forte. Cette situation, qui semble en partie conjoncturelle à cause des difficultés économiques chez nos voisins du Sud, devrait toutefois être stratégique car une plus grande diversification économique favorise une croissance économique plus stable à long terme. Du côté des importations, la prédominance des pays du BRIC – la Chine en tête – est maintenant clairement définie. Entre 2000 et 2008, la part de l'approvisionnement totale du Québec provenant de cette région est passée de 24,4 % à 39,6 %. À noter que cette progression s'est faite en défaveur des autres parties du globe d'où le Québec importe une plus faible part de ses produits et services.

## Moyens privilégiés par la FCCQ

- ✓ Attirer les investisseurs étrangers
- ✓ Augmenter les débouchés à la commercialisation et à l'exportation
- ✓ Soutenir la position des instances québécoises et canadiennes dans les relations commerciales avec les États-Unis

## Enjeux

- ✓ Corridors de commerce
- ✓ Accords commerciaux internationaux et interprovinciaux
- ✓ Accentuation de la concurrence internationale
- ✓ Fluctuation du dollar canadien



# Les signaux provenant des régions administratives du Québec



# Abitibi-Témiscamingue

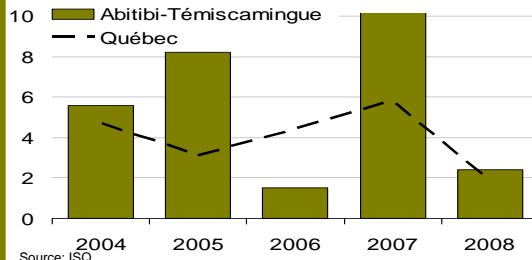
## Principales industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Minière
- Tourisme

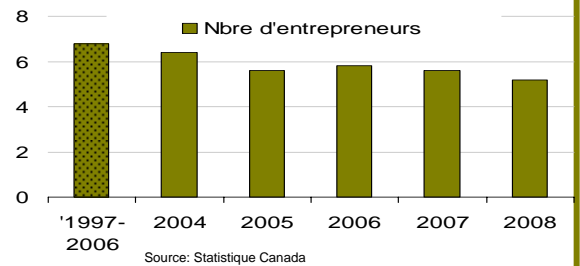
## Créneaux d'excellence

- Systèmes de construction en bois
- Techno-mines souterraines
- Bœuf à l'herbe
- Valorisation des ressources hydriques

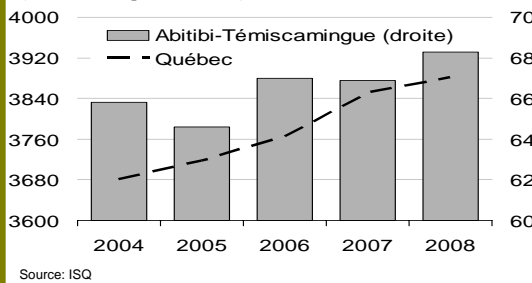
**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



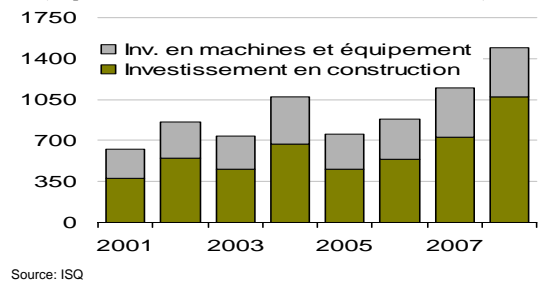
**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



**Graph. 4 : Facteurs de productivité**  
(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Malgré le fait que le prix de certaines matières de base a chuté de façon importante à la fin de l'année, l'activité économique en Abitibi a tenu bon avec une croissance du PIB de 2,4% en 2008. Ces résultats plus élevés que la moyenne québécoise s'explique en partie par le fait que le prix de certains métaux précieux tel que l'or est resté relativement élevé durant cette période.

Les investissements miniers ont des répercussions non seulement sur le nombre d'emplois sur les chantiers, mais aussi sur le développement de l'expertise liée à l'exploitation minière. Certains emplois sont donc reliés en grande partie à la R&D. Les dépenses en immobilisation ont par ailleurs bondi à 1,6G\$ pour l'année 2008, une augmentation de 43% par rapport à 2007. Ce boum minier a même contribué à freiner le déclin démographique observé depuis 1997 et permettra peut-être à la région de voir un solde migratoire positif dans le futur grâce à une demande de main-d'œuvre de plus en plus diversifiée et spécialisée.

Une conjoncture économique favorable pourrait du même coup aider l'entrepreneuriat qui a diminué en 2008, avec 400 entrepreneurs de moins qu'en 2007. Ce changement de tendance observé depuis quelques années a des répercussions positives sur le marché résidentiel et a entraîné une augmentation considérable du parc immobilier. Cependant, le son de cloche n'est pas le même du côté de l'industrie forestière. Les difficultés du marché immobilier américain, qui ont évidemment créé un ralentissement de la construction résidentielle, ont affecté considérablement l'industrie forestière de l'Abitibi. De plus, la diminution des possibilités de coupe et un dollar canadien fort ont eu des conséquences non négligeables sur cette industrie. Ainsi, la réalité est bien différente selon les secteurs concernés. Toutefois, dans l'ensemble, le marché de l'emploi abitibien a fait bonne figure en 2008 avec la création de 1 400 emplois. Ainsi, le taux de chômage est passé de 9,2% à 7,2% au cours de l'année.

# Bas-Saint-Laurent

## Principales Industries

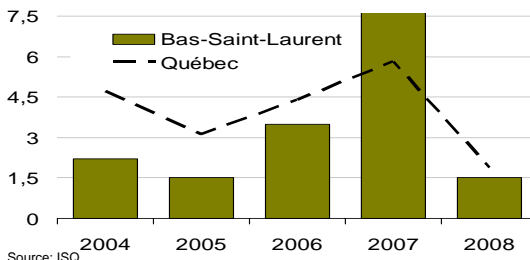
- Agriculture, élevage et agroalimentaire
- Valorisation de la tourbe
- Matériel de transport
- Transformation du bois

## Créneaux d'excellence

- Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales
- Ressources, sciences et technologies marines
- Matériel de transport et produits métalliques
- Habitat-construction

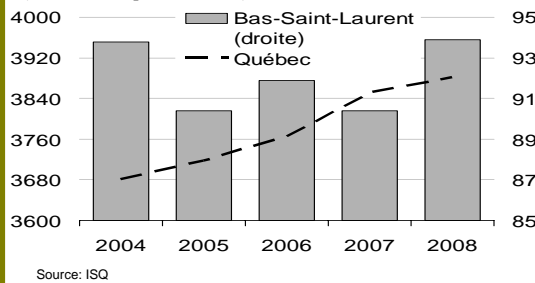
**Graph. 1 : Croissance économique**

(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



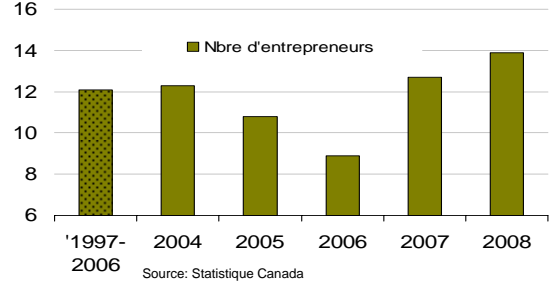
**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

(Niveau d'emplois, milliers)



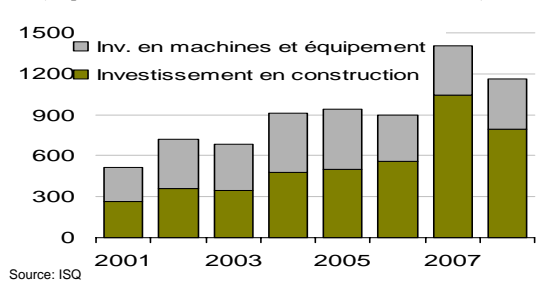
**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



La croissance économique du Bas-St-Laurent a été inférieure à celle du Québec en 2008. La production y a crû de 1,5% comparativement à 1,9% pour le reste de la province. Le Bas-St-Laurent est une des régions québécoises où le secteur primaire – agriculture et forêt principalement – est le plus important, avec un peu plus de 16% des établissements provenant de ce secteur. Cette proportion est de loin supérieure à la moyenne québécoise de 5,6%.

Malgré tout, il s'y est tout de même créé 3 500 emplois en 2008, faisant passer le taux de chômage de 8,9 % en 2007 à 8,7% en 2008. Cette statistique est aussi corroborée par le nombre de travailleurs autonomes qui était en hausse de 1 200 l'année dernière.

Les différentes crises et les différents obstacles économiques qui ont touché le Bas-St-Laurent peuvent s'avérer bénéfiques à long terme, puisqu'ils forcent les entrepreneurs et les industries de la région à s'adapter à l'environnement économique en développant de nouveaux créneaux, alliant les nouvelles technologies au secteur des ressources naturelles. Le Bas-St-Laurent voit donc certaines industries reliées à l'environnement comme celle de la tourbe active (sa production représente 45% de l'ensemble de la production québécoise), celles des technologies marines et agro-environnementales et bien entendu celle de l'énergie éolienne, connaître un essor considérable. Tout ceci se traduit par des investissements importants dans la région.

Mis à part la conjoncture difficile qui a entraîné une diminution des dépenses en construction pendant la dernière année, passant de 1G\$ à 0,8G\$, les dépenses en immobilisations ont tout de même atteint plus de 1 milliard en 2008, une augmentation de 29,1% par rapport à 2006. Le cycle haussier des investissements devrait se poursuivre dans les prochaines années (graphique 4) et plusieurs projets viendront prendre la relève, comme la réfection de la route 185 par le ministère des Transports.

# Capitale-Nationale

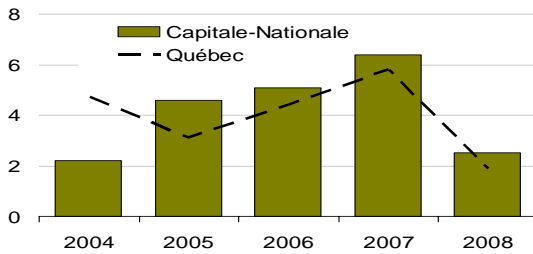
## Principales Industries

- Bioalimentaire
- Défense et sécurité
- Sciences de la vie
- Technologies de l'information
- Tourisme

## Créneaux d'excellence

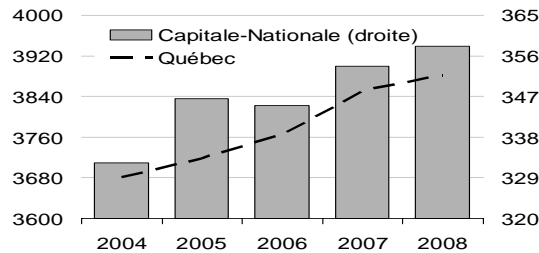
- Technologies appliquées
- Sciences de la vie
- Aliments santé
- Tourisme
- Assurance
- Métaux et matériaux avancés

**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



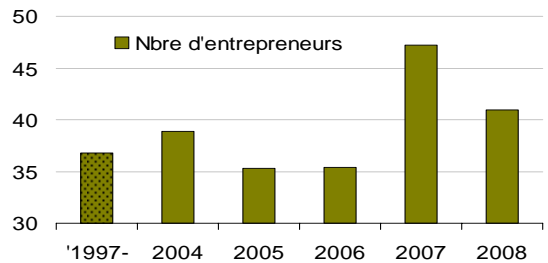
Source : ISQ

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

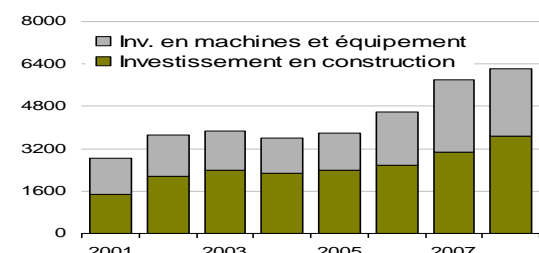
**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

En 2008, la croissance économique de la Capitale-Nationale fut une fois de plus supérieure à celle de l'ensemble de la province, et ce, pour une quatrième année de suite. En effet, le PIB nominal pour cette période a augmenté de 2,5% comparativement à une performance de 1,9% pour l'ensemble du Québec. L'économie de cette région se caractérise essentiellement par le secteur des services. En 2008, 85,5% des emplois provenaient de ce secteur, soit le deuxième plus haut pourcentage de la province. Avec une partie importante de l'emploi provenant du secteur public (administration publique, santé, éducation), la Capitale-Nationale est moins dépendante des fluctuations conjoncturelles de l'économie. Le nombre d'entrepreneurs qui est très volatile dans la région a diminué de 13,1% en 2008. Il se chiffrait par ailleurs à plus de 41 000.

Quoique faiblement présent dans la région, le secteur manufacturier a bien entendu été touché par le ralentissement de l'économie américaine ainsi que par la récession ressentie à l'échelle mondiale. Toutefois, avec des efforts constants pour diversifier l'économie et développer de nouveaux créneaux spécialisés, tels que les technologies appliquées, les sciences de la vie, la transformation agroalimentaire et le bioalimentaire, la région s'en est somme toute bien tirée.

Le marché de l'emploi a même pu continuer sur sa belle lancée avec la création de 4 400 emplois en 2008. Du même coup, le taux de chômage est passé de 4,9% à 4,6%, la meilleure performance québécoise, reflétant ni plus ni moins des conditions de plein emploi. Les tentatives de diversifications devront être poursuivies pour permettre à l'économie de rester forte lorsque les finances de l'État le seront moins. L'économie de la région a bien sûr été stimulée par les festivités du 400e anniversaire de la ville de Québec, l'industrie du tourisme en ayant grandement profité. À cet effet, des sommes importantes y ont été allouées en 2007 et 2008. Outre ces investissements, le secteur public procède aussi à la réfection de certaines infrastructures existantes, ainsi qu'à la modernisation de pavillons universitaires. Les investissements en immobilisations se sont chiffrés à plus de 6,2G\$ au cours de l'année 2008.

# Centre-du-Québec

## Principales Industries

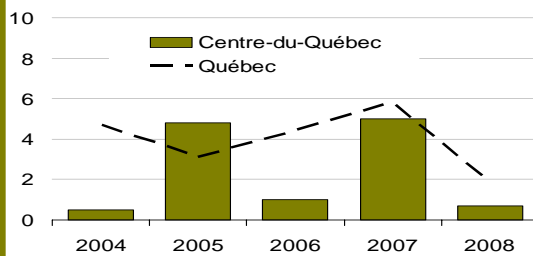
- Agroalimentaire
- Forestière
- Pâtes et papier
- Meubles
- Tourisme

## Créneaux d'excellence

- Équipements de transports terrestres, véhicules spéciaux et produits récréatifs
- Technologies et systèmes logistiques de récupération et de valorisation des matières résiduelles
- Productions fromagères
- Meubles et bois ouvré
- Textiles techniques
- Papiers spécialisés

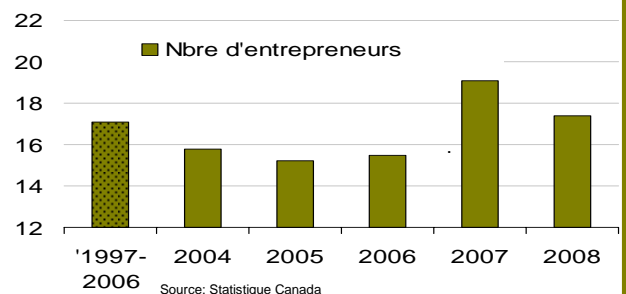


**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



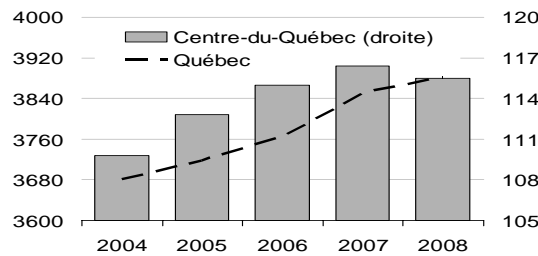
Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

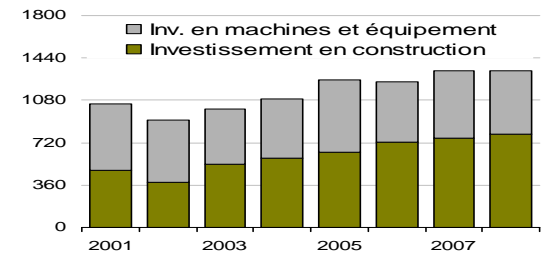
**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

La présence du secteur manufacturier est très importante dans le Centre-du-Québec. Au cours des dernières années, cette région avait mieux performé que l'ensemble du Québec dans ce secteur. Cependant, les difficultés économiques à l'échelle mondiale, particulièrement aux États-Unis, ont étouffé l'économie de cette région. La croissance de la production pour l'ensemble de la région s'est faite à un rythme de seulement 0,7%, ce qui est bien inférieur à la moyenne québécoise.

De grandes entreprises ont fermé leurs portes, comme Norsk Hydro et Commonwealth Plywood, et il s'est ainsi perdu bon nombre d'emplois. Dans les faits, ce sont quelque 900 emplois au total qui ont disparu en 2008 dans la région, ce qui a amené une augmentation du taux de chômage de 1,1% pour s'élever à 7,8%, et passer ainsi du même coup au-dessus de la moyenne québécoise pour la première fois depuis 2001.

La situation difficile que connaît le marché de l'emploi est accentuée par la diminution de 8,9 % du nombre d'entrepreneurs en 2008. Les investissements sont tout de même demeurés élevés, se maintenant au même niveau que 2007, ce qui devrait permettre à la région de poursuivre la croissance soutenue entamée au début de la décennie. En effet, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 1,3G\$. Parmi ces investissements, notons la construction de quatre usines en 2008, dont deux à Bécancour, une par Hydro-Québec et l'autre par Twin Rivers Technologies. Cette dernière construction représente d'ailleurs le plus important chantier de la région avec une valeur de plus de 150 M\$. De plus, des programmes de formations spécialisées nouvellement créés permettront d'obtenir une main-d'œuvre de qualité qui pourra se démarquer, grâce notamment au programme ACCORD, par lequel le gouvernement québécois participera au développement de six créneaux : le matériel de transport, la récupération et la valorisation des matières résiduelles, les textiles techniques, le meuble et le bois ouvré, les papiers spécialisés et la production agroalimentaire. Ces investissements, jumelés à des efforts axés sur une plus grande diversification, favoriseront une reprise économique plus solide.

# Chaudière-Appalaches



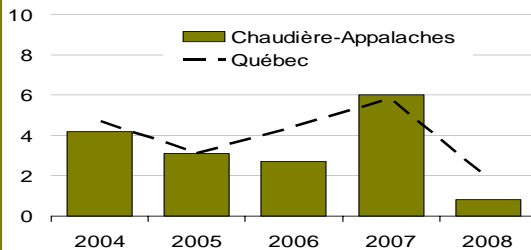
## Principales Industries

- Agroalimentaire
- Forestière
- Machines
- Matériels de transport
- Meubles
- Produits textiles et vêtements

## Créneaux d'excellence

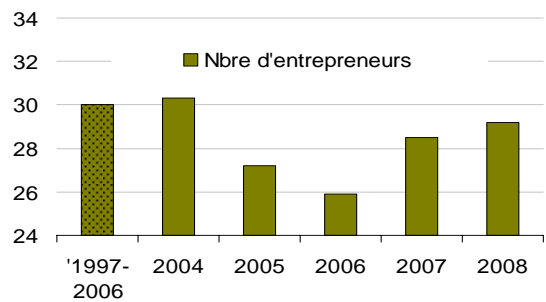
- Matériaux composites et plastique
- Produits de revêtement et d'apparence de bois
- Textiles techniques
- Meuble
- Technologie environnementales liées à la production et à la transformation animales

**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



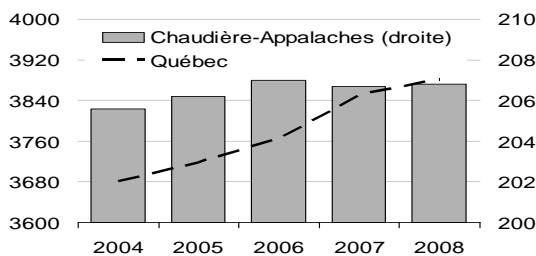
Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



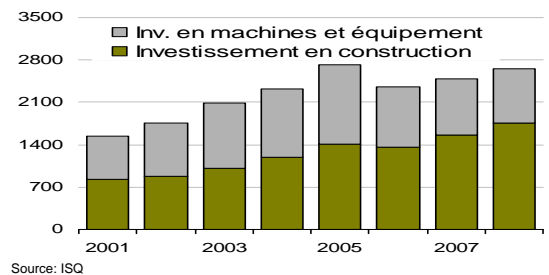
Source : Statistique Canada

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**  
(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

La croissance économique de la région de Chaudière-Appalaches a été considérablement moins forte en 2008, affichant une performance de 0,8%, comparativement à 6,0% l'année précédente. Cette faible performance n'est pas surprenante puisque le ralentissement de la croissance américaine et la force du dollar ont eu un impact important sur le secteur manufacturier, très important dans la région. En 2008, ce secteur représentait 22,6% de l'emploi total de la région, la proportion la plus élevée de la province. De plus, 50% de ces emplois proviennent de la fabrication de produits de consommation, un secteur durement touché.

Malgré cela, l'emploi est demeuré relativement stable pour l'année, avec la création de 100 emplois. Toutefois, il est important de noter que les emplois créés l'ont été à temps partiel, tandis que la région a enregistré un recul des emplois à temps plein. Malgré la faible croissance de l'emploi, le taux de chômage est passé de 6% à 5%, ce phénomène s'expliquant par une baisse considérable de la population active.

On a aussi observé une augmentation de 700 entrepreneurs dans la région en 2008. Le niveau d'investissement est aussi demeuré élevé. De plus, ces investissements sont jumelés à des efforts de modernisation de la part des entreprises locales qui se spécialisent de plus en plus dans des produits de plus haut niveau technologique et à forte valeur ajoutée. Le montant des investissements privés s'est chiffré à 2,23 milliards pour l'année 2008. Ce montant représente par ailleurs plus de 82 % des investissements totaux de la région, qui sont en hausse de 6,7% pour l'année, et ce, malgré la conjoncture économique précaire. De plus, de nombreux chantiers permettent au marché immobilier résidentiel de prendre de l'expansion. Ces investissements se font en même temps que de nombreux projets non résidentiels, comme l'Innoparc à Lévis. Ce parc technologique permet à une soixantaine d'entreprises spécialisées de se côtoyer.

# Côte-Nord

## Principales Industries

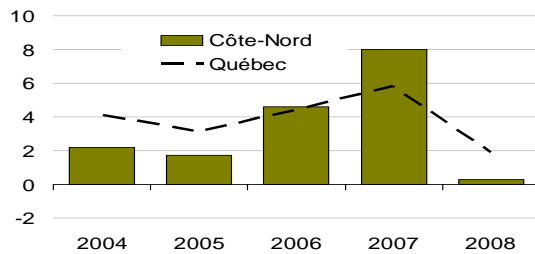
- Minière
- Hydroélectricité
- Première transformation des métaux

## Créneaux d'excellence

- Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques.
- Ressources, sciences et technologies marines
- Utilisation et transformation de la forêt boréale
- Photogénique et production de pommes de terre et petits fruits nordiques
- Production, transport et entreposage d'énergie

**Graph. 1 : Croissance économique**

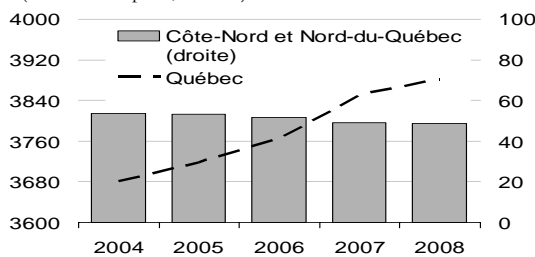
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

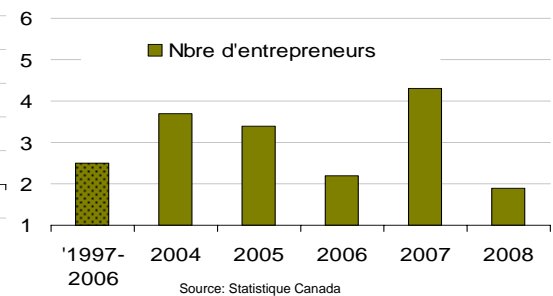
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

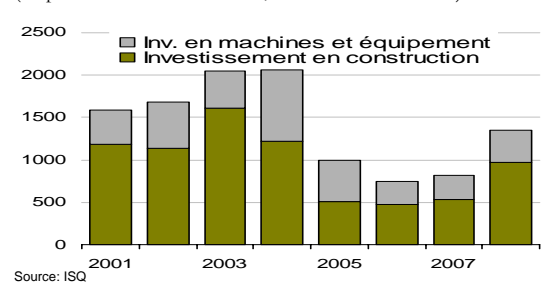
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Après deux années de bonne croissance, la Côte-Nord a enregistré la plus faible performance économique québécoise en 2008, avec une augmentation du PIB nominal de 0,3 %. Comme plus de 8 % de l'emploi provient du secteur primaire (2e plus grand total au Québec), l'économie de la région est fortement liée à la mise en œuvre de grands chantiers. En effet, les projets miniers et hydroélectriques sont des moteurs importants de l'économie de la région et constituent un des meilleurs moyens de freiner le déclin démographique qui se poursuit depuis plus d'une décennie, en particulier chez les 15-29 ans. Les grands chantiers se sont faits plus rares lors des dernières années et avec la mauvaise performance de l'industrie forestière, des répercussions négatives se font sentir sur le marché du travail.

L'emploi est en recul depuis 2004. Le nombre d'emplois est d'ailleurs passé sous la barre des 50 000, s'établissant à 48 500 en 2008. De 2007 à 2008, le taux de chômage a, quant à lui, bondi de 8,7 % à 11,2 %. Le contexte économique rend la vie difficile aux entrepreneurs dont le nombre a diminué de 55,8% en 2008.

On sent toutefois que la région tente d'améliorer sa situation économique en essayant d'être moins dépendante des grandes entreprises. La présence de ces entreprises est bien entendu bénéfique pour l'économie régionale, mais la laisse en même temps plus vulnérable à l'instabilité des cycles économiques. Ces efforts se traduisent par l'essor que prennent de nouveaux créneaux, qu'il s'agisse de la deuxième et troisième transformation de l'aluminium, les sciences de la mer ou les biotechnologies marines. Les investissements en construction ont bondi de près de 82% en 2008, tandis que ceux en machines et équipements grimpaient de 31%. Ces investissements, combinés à la modernisation de l'aluminerie d'Alcoa à Baie-Comeau et à la mise en œuvre du complexe hydroélectrique d'Hydro-Québec sur la rivière Romaine, favoriseront une croissance économique plus forte au cours des prochaines années. Cela aura aussi tendance à freiner les pertes migratoires grâce à une plus grande demande de main-d'œuvre.

# Estrie



## Principales Industries

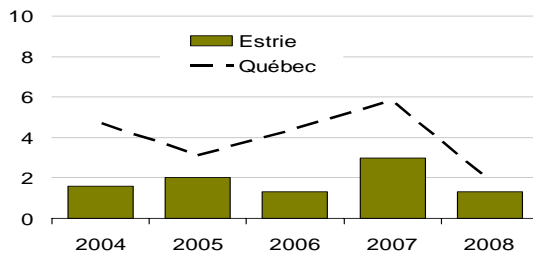
- Agroalimentaire
- Forestière
- Pâtes et papiers
- Tourisme

## Créneaux d'excellence

- Fabrication de composantes en caoutchouc, en plastique et en matériaux composites destinées à la fabrication et à l'assemblage de matériel de transport
- Transformation du bois d'apparence et composites
- Biotech santé
- Électronique de pointe pour les technologies de l'information
- Bio-industries environnementales

**Graph. 1 : Croissance économique**

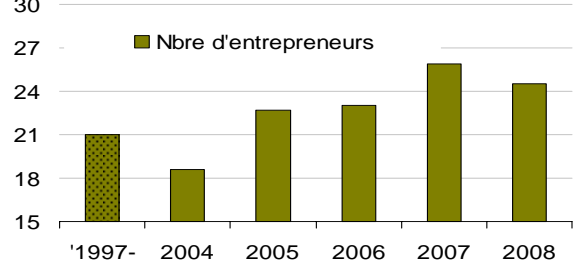
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

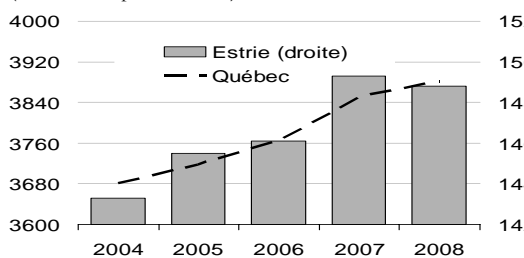
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada.

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

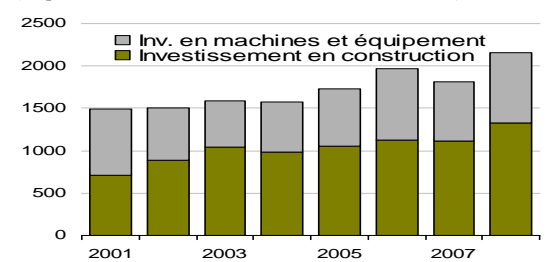
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Depuis 2004, l'Estrie connaît une croissance inférieure à celle enregistrée dans l'ensemble du Québec, et la tendance s'est maintenue en 2008. Elle s'est chiffrée à 1,3% comparativement à 1,9% pour la province. Cette faible performance de la région au cours des dernières années est due en partie à sa dépendance à l'industrie manufacturière. La hausse du huard pour la quasi-totalité de l'année 2008, jumelée au ralentissement américain et à la concurrence étrangère accrue, rend la vie dure aux manufacturiers de la province. Cependant, ce secteur semble s'adapter en Estrie et cherche à produire plus de produits à forte valeur ajoutée. On voit aussi que la région tente de se réorienter et de développer de nouveaux créneaux, ce qui peut, à court terme, ne pas paraître dans les statistiques de croissance, mais qui sera certainement bénéfique dans les années à venir. Un de ces domaines en expansion est celui des technologies de l'information, en plein essor grâce, entre autres, au centre de productique intégrée du Québec. L'association entre plusieurs entreprises de la région et l'Université de Sherbrooke afin d'assurer le développement d'une main-d'œuvre de qualité est aussi porteuse d'avenir.

Les investissements en immobilisations sont demeurés élevés pour l'année 2008, avec une augmentation de 19%, une performance supérieure à la moyenne québécoise de 8,9%. Un autre secteur en développement dans la région est celui de la santé, favorisé, lui aussi, par une participation active des chercheurs universitaires, ainsi que par la construction d'un centre de recherche par les Laboratoires Charles River à Sherbrooke.

Bien qu'il ait diminué de 5,4% en 2008, le nombre d'entrepreneurs est à son deuxième plus haut niveau des 20 dernières années avec 24 500 propriétaires d'entreprise et travailleurs autonomes. Tout ce changement structurel de l'économie de la région a toutefois entraîné une perte de 500 emplois en 2008, après une bonne performance de 3 200 emplois créés en 2007. Le taux de chômage en Estrie demeure malgré tout un des plus faibles au Québec, affichant 5,9% en 2008.

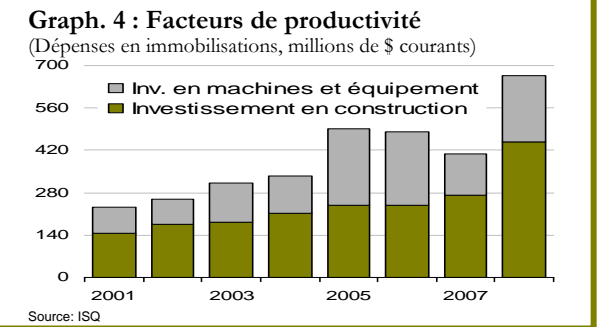
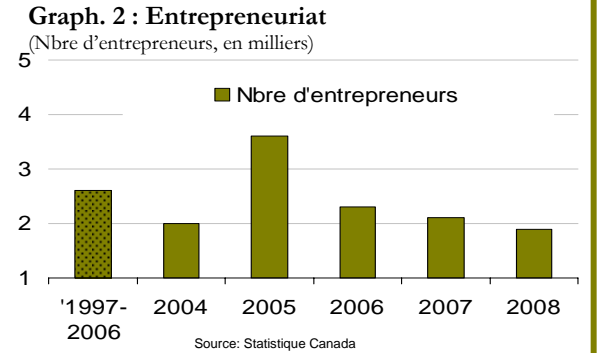
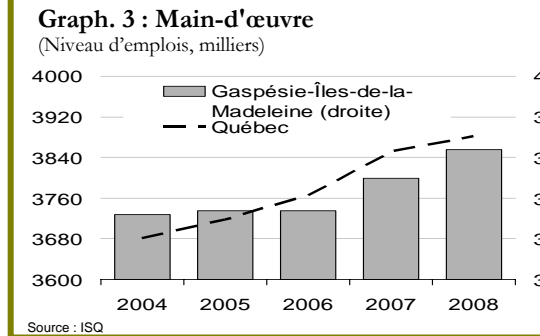
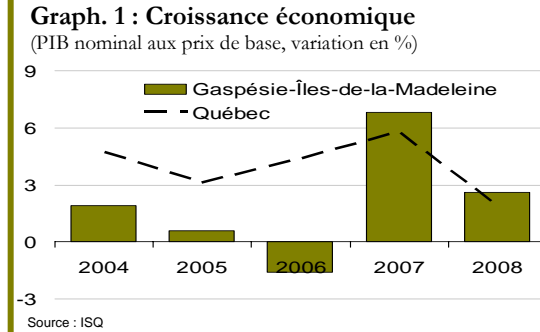
# Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

## Principales Industries

- Éolienne
- Forestière
- Pêcherie
- Tourisme

## Créneaux d'excellence

- Récréotourisme santé/nature
- Ressources, sciences et technologies marines
- Éolien
- Produits forestiers à valeur ajoutée (sapin baumier et peuplier faux-tremble)



La situation économique de la région administrative Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est un peu plus difficile que celle de l'ensemble du Québec, comme en témoigne son taux de chômage de 17,3% en 2008. Son principal défi sur le plan économique est de continuer à diversifier sa structure industrielle qui a été pendant longtemps très dépendante du secteur forestier et de la pêche. Cette dépendance explique d'ailleurs encore en partie les difficultés économiques que connaît la région. Cette diversification et les nombreux emplois qu'elle apporterait pourraient du même coup l'aider à contrer le problème de décroissance démographique qu'elle vit depuis plusieurs années.

Toutefois, les perspectives sont bonnes pour certains créneaux spécialisés, notamment le développement de l'énergie éolienne. L'industrie de la pêche s'ouvre aussi de nouveaux créneaux comme les biotechnologies marines et l'aquaculture. L'industrie du tourisme occupe également une place importante dans l'économie de la région et certains secteurs, comme les Îles-de-la-Madeleine, attirent un nombre élevé de visiteurs et ce, année après année. Ceci aide d'ailleurs le secteur des services à prendre de l'expansion, lui qui figure déjà en bonne place dans la vie économique de ce coin de pays.

Il est toutefois important de noter que le taux de chômage dans la région s'élevait à 22,1% dix ans auparavant et que, depuis les deux dernières années, l'économie y croît à un rythme plus élevé que celui du reste de la province. En 2008, le PIB nominal a crû à une vitesse de 2,6% comparativement à 1,9% pour le Québec. De plus, les investissements ont bondi en 2008. Par rapport à 2007, les investissements en construction ont crû de 64% et ceux en machines et équipements, de 58%. Rappelons que ces derniers sont le principal levier de la croissance de la productivité et, incidemment, de la croissance économique à long terme. Tout ceci devrait permettre au marché de l'emploi de s'améliorer graduellement, au cours des prochaines années, et de freiner la tendance à la baisse du nombre d'entrepreneurs qui, s'établissant à 1 900 en 2008, représentait une diminution de 9,5%, par rapport à l'année précédente.



# Lanaudière



## Principales Industries

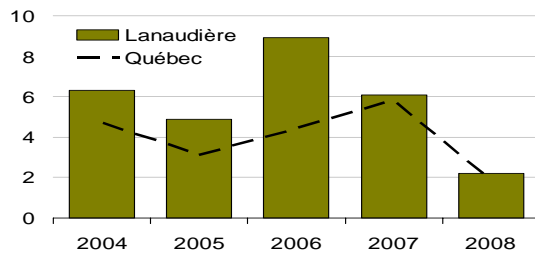
- Agroalimentaire
- Forestière
- Métallurgique

## Créneaux d'excellence

- Structures complexes et composantes métalliques
- Meuble, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> transformations
- Transformation agroalimentaire
- Valorisation des plantes et biotechnologie végétale

**Graph. 1 : Croissance économique**

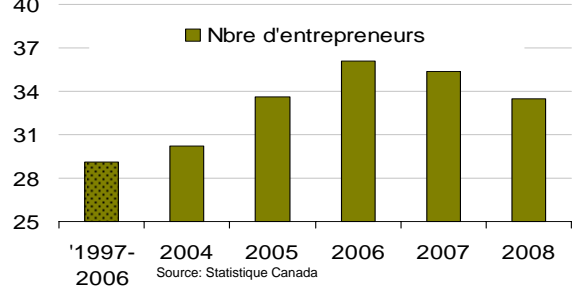
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

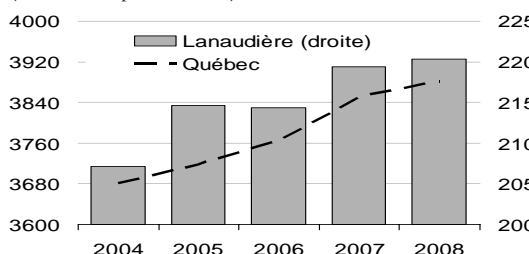
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source: Statistique Canada

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

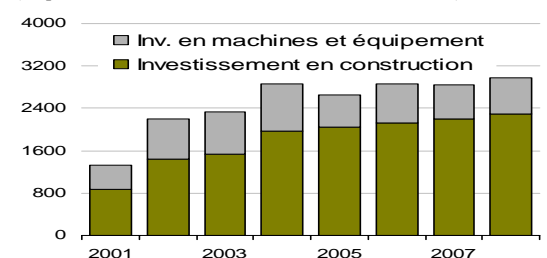
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

En 2008, pour une huitième année consécutive, la région administrative de Lanaudière a connu une croissance de son PIB nominal supérieure à celle de l'ensemble du Québec. Elle s'est établie à 2,2% comparativement à 1,9% pour la province. Cette forte progression s'explique en bonne partie par la croissance démographique observée dans la région. En effet, l'immobilier résidentiel y étant encore relativement abordable, plusieurs jeunes familles décident de s'y établir dans des villes comme Mascouche, Terrebonne ou Repentigny. De plus, l'accroissement de la population engendre une demande accrue de services, comme le démontre la construction de deux complexes sportifs en 2008, ainsi que l'ouverture du terrain de golf de Val-St-Côme. Cette augmentation de la demande fait également en sorte que l'emploi dans les services financiers, d'assurances, de santé et dans les services sociaux augmente fortement.

Les investissements en construction sont demeurés élevés en 2008, eux qui ne cessent de progresser depuis les dix dernières années, atteignant presque les 2,3 milliards de dollars. Cela représente une hausse de 4,7% par rapport à 2007. Les investissements en machines et équipements, qui sont le moteur de la productivité ont, quant à eux, augmenté de 6,2% durant la même période.

La création d'emplois dans le sud de la région contrebalance les difficultés importantes observées au nord. La crise financière et l'appréciation du dollar canadien ont mené à la fermeture de plusieurs entreprises, dont la scierie de Louisiane-Pacific à St-Michel-des-Saints dans le secteur forestier. De même, d'autres compagnies se sont vues obligées de réduire la taille de leurs effectifs. L'entrepreneuriat a quelque peu diminué en 2008, le nombre de propriétaires d'entreprise et de travailleurs autonomes chutant de 5,4% pour s'établir à 33 500. Globalement, il y a eu toutefois création de 900 emplois dans la région de Lanaudière en 2008.

# Laurentides



## Principales Industries

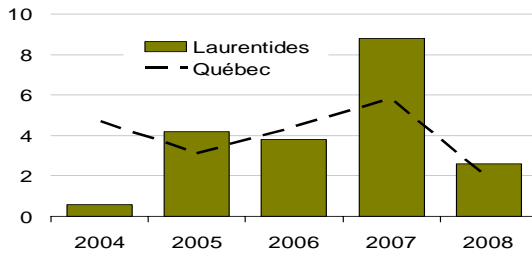
- Aéronautique
- Agroalimentaire
- Forestière
- Tourisme

## Créneaux d'excellence

- Tourisme de villégiature quatre saisons
- Aliments et mets préparés
- Utilisation et transformation de la forêt mixte: produits à valeur ajoutée
- Transport terrestre avancé

**Graph. 1 : Croissance économique**

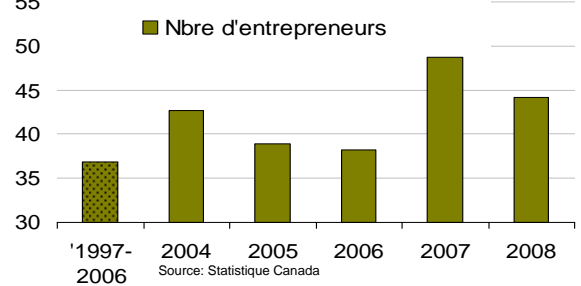
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

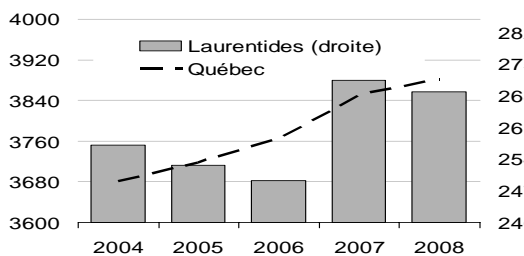
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

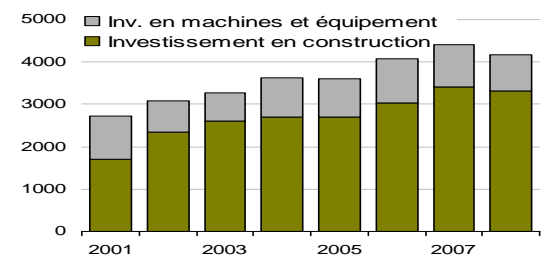
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Après une forte augmentation de 8,8% en 2007, la croissance économique dans la région des Laurentides a quelque peu ralenti avec un taux de 2,6 % en 2008. Malgré l'essor démographique du sud de la région (couronne nord de Montréal), l'activité économique du nord de la région a été particulièrement affectée par la hausse du dollar canadien, la hausse des coûts de production ainsi que la concurrence étrangère. Par contre, le secteur de l'habitation a fait bonne figure avec plusieurs projets d'importance dont un d'une valeur de plus de 150M \$ dans le secteur de Mont-Tremblant.

Grâce à une croissance démographique de plus de 20% durant la période 1996-2007, la région des Laurentides détient le premier rang québécois à ce chapitre. Comme tout accroissement démographique s'accompagne d'une demande accrue de services, plusieurs entreprises voient se dessiner des occasions d'affaires intéressantes. Les services publics municipaux ne sont pas en reste puisqu'ils offrent, de leur côté, davantage de services de loisirs, très prisés par la population. L'industrie touristique joue aussi un rôle important dans l'économie de la région, avec une affluence de plus de 3 millions de visiteurs par année. Cette industrie mobilise d'ailleurs plus de 16 000 employés.

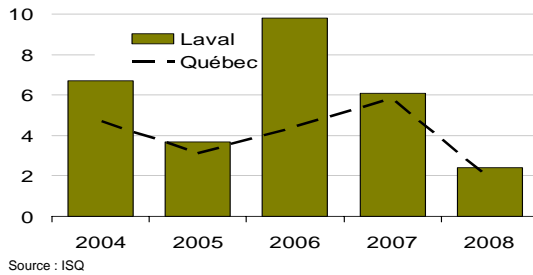
Cependant, en raison de la conjoncture économique difficile, les investissements en immobilisations ont régressé pour l'ensemble de la région en 2008 pour se chiffrer à 4,2G \$, ce qui représente une diminution de 5,5%. La structure industrielle de la partie nord de la région, différente de celle de la majeure partie des Laurentides, en est en partie la cause. Le nord a été fortement touché par le déclin de l'industrie forestière et plusieurs entreprises ont dû cesser leurs activités. Cela explique en partie que la performance de l'emploi dans la région a été décevante en 2008, avec une perte nette de 2 500 emplois. On a de plus dénombré 4 500 entrepreneurs de moins dans la région qu'en 2007.

# Laval

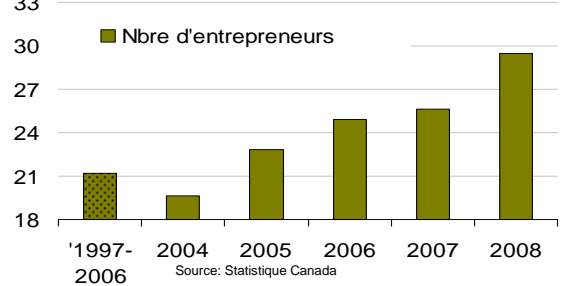
## Principales Industries

- Agroalimentaire
- Biotechnologie
- Pharmaceutique
- Technologie de l'information

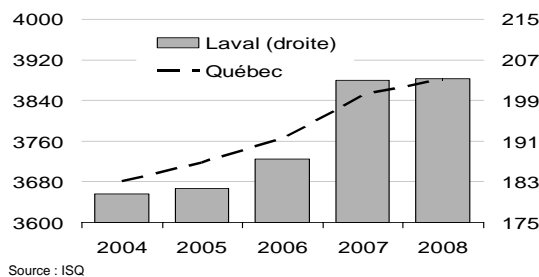
**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)

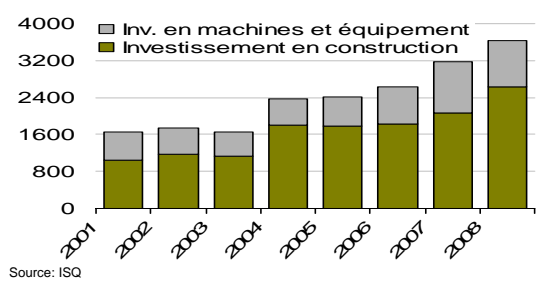


**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Pour une neuvième année consécutive, la croissance économique de la région administrative de Laval a été supérieure à la moyenne provinciale en 2008. Le PIB nominal s'est apprécié à un rythme de 2,4%, par rapport à 1,9% pour la province. Outre la proximité de Montréal et la diversité des entreprises, la croissance démographique dans la région est un des facteurs qui explique cette croissance soutenue, celle-ci stimulant notamment le secteur de l'habitation. À noter également qu'en 2008 le secteur des services représentait 82,5% des emplois totaux dans la région, une proportion supérieure à la moyenne québécoise qui est de 78%.

Le taux de chômage était, quant à lui, de 6,7%, en hausse par rapport au taux de 5,1% enregistré en 2007. Bien qu'elle demeure relativement contenue, cette augmentation du taux de chômage s'explique en partie par les moments difficiles que connaît l'industrie manufacturière mais aussi par une augmentation de la population active, augmentation liée à l'optimisme des gens devant le haut niveau d'activité économique de la région.

Cet optimisme se traduit aussi par la venue de 3 900 nouveaux entrepreneurs, portant leur nombre à 29 500, un record pour la région. Depuis quelques années déjà, une plus grande proportion de Lavallois travaillent dans leur région et diminuent d'autant la proportion de ceux qui travaillent à Montréal.

L'économie lavalloise s'est diversifiée avec l'aide, entre autres, de Laval Technopole qui offre des services aux entreprises de la région dans des domaines, tels que les biotechnologies, les technologies de l'information et l'aéronautique. Cet environnement économique dynamique se manifeste par des investissements importants. Les dépenses en immobilisations sont d'ailleurs demeurées très élevées, leur croissance se chiffrant à 13,7% en 2008.

# Mauricie

## Principales Industries

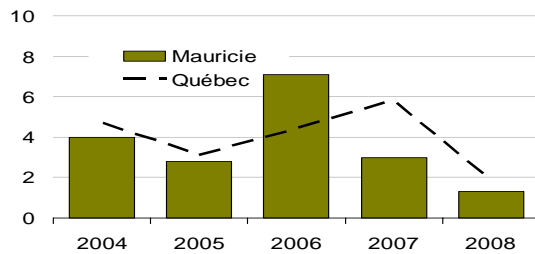
- Agroalimentaire
- Foresterie
- Papetière
- Transformation des métaux

## Créneaux d'excellence

- Papier à valeur ajoutée et technologies associées
- Technologies de transformation des métaux (magnésium et titane)
- Hydrogène et électrotechnologies
- Meuble
- Bioprocédés industriels

**Graph. 1 : Croissance économique**

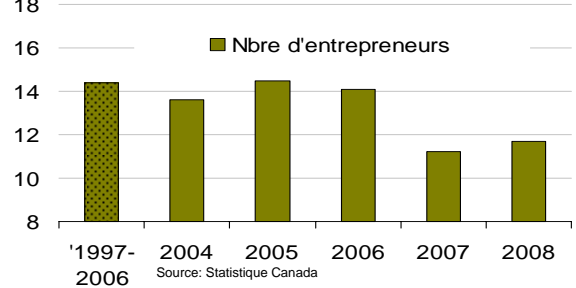
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

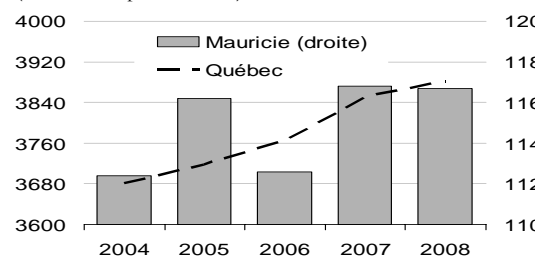
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

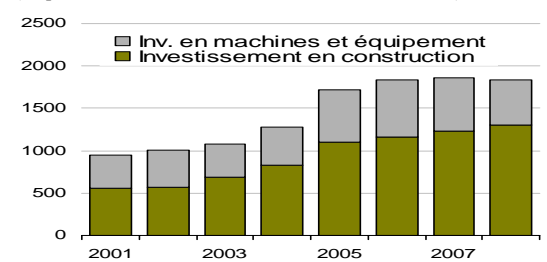
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Pour une cinquième fois en six ans, la croissance économique de la Mauricie a été inférieure à celle de l'ensemble de la province québécoise en 2008. Les industries œuvrant notamment dans la fabrication de produits en bois, de meubles, de vêtements et textiles et de pâtes et papier ont connu des difficultés importantes au cours des dernières années. En effet, l'appréciation du dollar canadien et l'intensification de la concurrence des entreprises étrangères ont frappé de plein fouet plusieurs entreprises de la région. Le PIB nominal a crû à une vitesse de 1,3%, comparativement à 1,9% pour l'ensemble de la province.

L'économie de la Mauricie est en pleine transformation. Les industries mentionnées ci-haut, qui furent longtemps les piliers de l'économie de la région, cèdent peu à peu leur place à des PME prometteuses, ce qui favorise une plus grande diversification de la structure industrielle de la région. Ces entreprises sont notamment présentes dans la fabrication de produits métalliques et d'équipements aéronautiques. Il y a d'ailleurs eu 500 entrepreneurs de plus cette année en Mauricie.

Les pertes d'emplois dans les industries dites plus traditionnelles, sont donc compensées par les emplois créés dans les secteurs en émergence. À noter également que l'industrie de l'aluminium a été touchée durement en 2008 et que des pertes d'emplois y ont été associées dans la région. Au net, l'emploi global est resté plus ou moins stable en 2008, avec la perte de seulement 100 emplois. Par ailleurs, certaines entreprises continuent d'investir malgré les temps difficiles. Hydro-Québec est en train de compléter deux barrages hydroélectriques dans la Haute-Mauricie, la Chute Allard et le Rapide-des-Cœurs. De plus, l'Université du Québec à Trois-Rivières a mis sur pied l'Institut de recherche sur l'hydrogène. Notons également que l'entreprise Marmen a mis en place deux nouvelles usines dans la région en 2008, à la suite de contrats obtenus pour bâtir des tours d'éoliennes et d'assembler des turbines.

# Montérégie



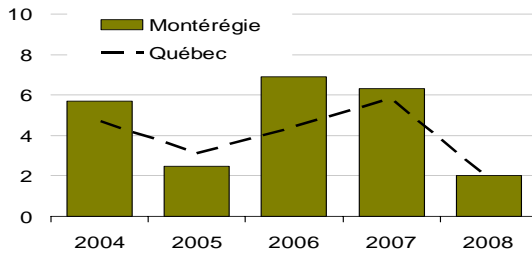
## Principales Industries

- Agroalimentaire
- Aéronautique
- Bioalimentaire

## Créneaux d'excellence

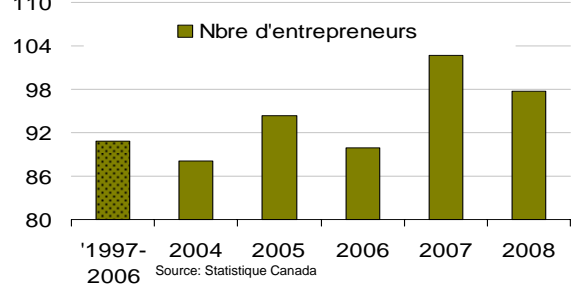
- Bioalimentaire
- Transformation des métaux ferreux et nouveaux matériaux associés
- Fabrication à haute valeur ajoutée en aéronautique
- Technologies avancées de matériel de transport terrestre
- Cinéma
- Fabrication à haute valeur ajoutée de composants microélectroniques

**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



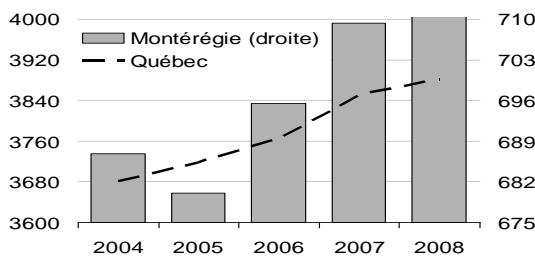
Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

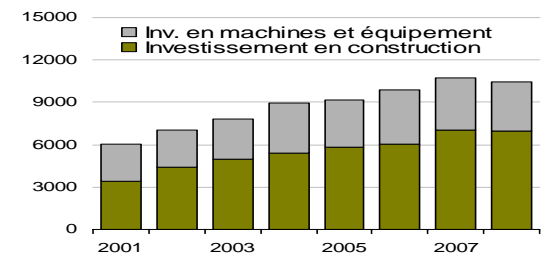
**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Pour une troisième année de suite, la croissance économique de la Montérégie a été supérieure à la moyenne québécoise. Elle s'est chiffrée à 2,0%, légèrement au-dessus de la moyenne provinciale de 1,9%. La hausse de la migration et l'exode des Montréalais vers les banlieues, où le prix de l'immobilier est plus abordable, ont contribué à la croissance démographique de la région au cours des dernières années. D'ailleurs, le solde migratoire positif de 10 733 personnes enregistré en 2007 représentait près de 50% de la performance provinciale, au cours de la même période. Cette croissance démographique profite largement au secteur de la construction, grâce aux nombreux développements résidentiels, dont notamment à Brossard. Ce secteur qui fait bonne figure est un facteur prépondérant dans la performance économique de la région. Les dépenses en immobilisations sont d'ailleurs demeurées élevées pour l'année, se chiffrant à 10,4G \$.

La structure industrielle de la Montérégie est assez similaire à celle de la province, la proportion des emplois dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaires étant sensiblement la même. Le secteur manufacturier occupe une place importante dans l'économie de la région en procurant 24,8% des emplois. Comme dans l'ensemble du Québec, on note une diminution de l'importance du secteur manufacturier traditionnel au profit d'industries à forte valeur ajoutée et du développement de créneaux spécialisés, notamment en ce qui a trait aux technologies de pointe. Plusieurs grandes entreprises se spécialisent dans les produits aéronautiques, métalliques, électroniques et informatiques. Le secteur des services administratifs est aussi en croissance, de même que l'industrie du tourisme.

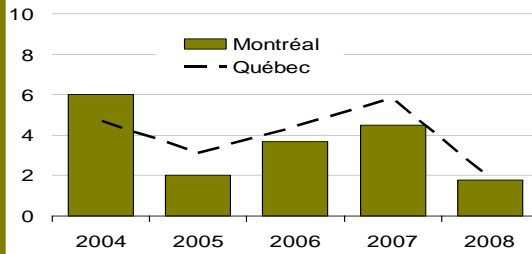
Ceci se reflète sur le nombre d'entrepreneurs dans la région, qui, malgré une baisse de 5 000 en 2008, demeure à des niveaux historiquement hauts. Le marché de l'emploi en bénéficie aussi, avec la création de 8 500 emplois pour l'année 2008. Quant au taux de chômage, il était de 6,6% dans la région en 2008.

# Montréal

## Principales Industries

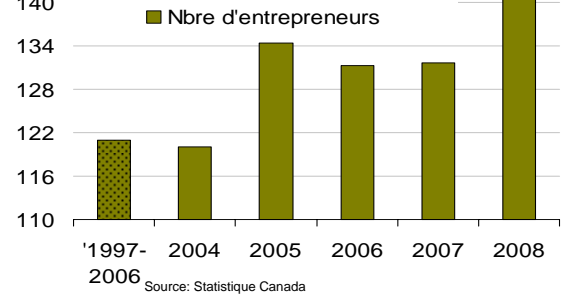
- Aérospatiale
- Transformation avancée des métaux
- Chimique
- Pharmaceutique
- Technologies en informatique et en télécommunications
- Tourisme

**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



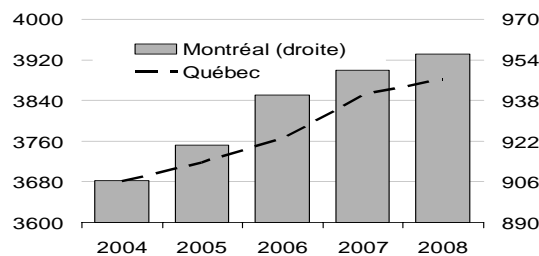
Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source: Statistique Canada

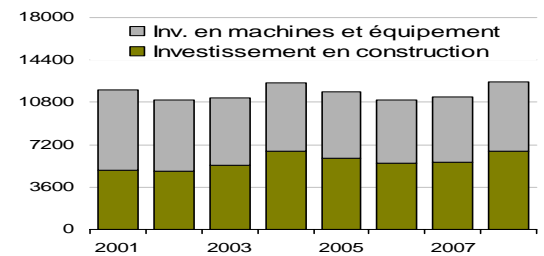
**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Montréal est toujours la région administrative la plus importante du Québec, grâce à son activité économique représentant 35% de celle de la province. L'économie montréalaise tourne toutefois au ralenti depuis quelques années et 2008 ne fait pas exception. La croissance du PIB nominal de la région a été de 1,8% l'année dernière, légèrement inférieure à la moyenne québécoise de 1,9%. Les difficultés persistantes du secteur manufacturier y sont pour quelque chose. L'appréciation du huard et l'intensification de la concurrence étrangère, sont des facteurs qui nuisaient déjà aux entreprises montréalaises avant que la récession ne vienne les affecter davantage. Le secteur des services est également important à Montréal. L'expansion des services financiers, d'assurances, de services professionnels et de transport et d'entreposage a notamment permis d'atténuer les difficultés du secteur manufacturier. Au total, 6 200 nouveaux emplois ont été créés en 2008, une performance cependant inférieure à la moyenne des dix dernières années qui s'établit à 16 000 emplois. Le nombre d'entrepreneurs a, quant à lui, augmenté de 8,7%, pour se chiffrer à 143 100. Malgré cela, le taux de chômage s'élève tout de même à 8,7%, une légère hausse par rapport à la performance de 8,5% en 2007.

Parmi les facteurs qui expliquent cette activité économique tournant au ralenti, l'émigration des Montréalais vers les banlieues arrive en tête de liste. Le fait que de nombreuses jeunes familles décident de s'établir en périphérie de l'île, tout comme plusieurs entreprises qui, cherchant à réduire leurs coûts, y trouvent des terrains beaucoup plus abordables, joue un rôle prédominant.

L'industrie manufacturière montréalaise sera probablement moins vulnérable lors des prochaines années parce que certains secteurs de cette industrie se spécialisent dans des créneaux à forte valeur ajoutée, comme les nanotechnologies et les technologies informatiques et de communications. De plus, les investissements en immobilisations ont dépassé les 12 G \$ en 2008, et ce, pour la deuxième fois depuis 2000. Ces investissements devraient porter fruits dans les années à venir.

# Nord-du-Québec

## Principales Industries

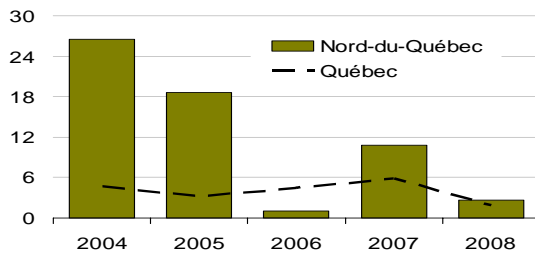
- Forestière
- Minière
- Hydroélectrique
- Transport

## Créneaux d'excellence

- Cogénération, valorisation des résidus et première transformation du bois
- Tourisme nordique : diversité culturelle et d'aventure
- Consolidation et diversification de l'exploration et de l'exploitation minières en milieu nordique

**Graph. 1 : Croissance économique**

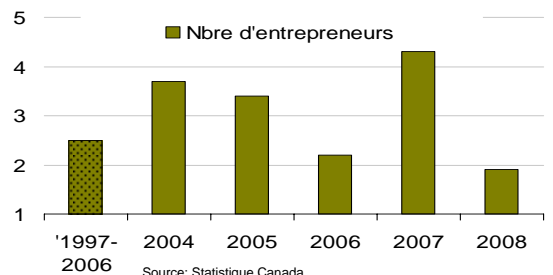
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

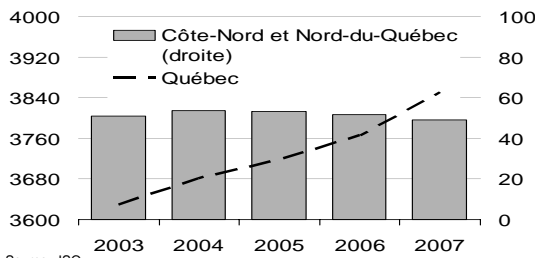
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

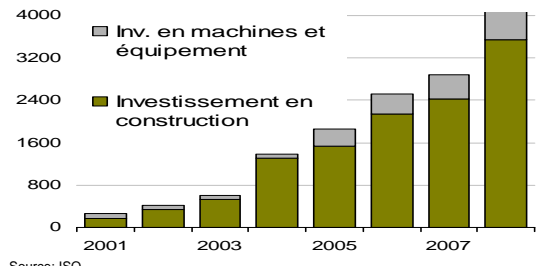
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Comme ce fut le cas pour beaucoup de régions du Québec, la croissance économique du Nord du Québec a fortement diminué en 2008, après avoir atteint 10,8% en 2007. L'augmentation du PIB nominal de 2,7% s'avère tout de même supérieure à la moyenne québécoise de 1,9%. Dans cette région, l'emploi dans le secteur primaire est très important, puisque 8,2% de l'emploi total provient de ce secteur, comparativement à 2,4% pour l'ensemble de la province. Ainsi, à cause de ce point d'ancrage dans le secteur primaire et aussi à cause de sa taille demeurant tout de même petite, l'activité économique dans le Nord du Québec est assez volatile. Cette volatilité se reflète aussi dans le nombre d'entrepreneurs, dont 2 400 ont baissé les bras en 2008, ce qui équivaut à une diminution de 55,8%.

Par contre, l'industrie minière connaît un regain de vie depuis plusieurs années avec la hausse du prix des métaux (or, aluminium, fer, cuivre, zinc). Cela se traduit incidemment par des dépenses en immobilisations à la hausse pour trouver et développer de nouveaux gisements, et moderniser et relancer certaines mines. Les sites d'explorations minières sont d'ailleurs abondants dans la région, on en dénombre plus d'une centaine. Trois projets majeurs ont débuté en 2008 : l'Éléonore, le Matoush et le Coulon. Les dépenses en immobilisations ont par ailleurs augmenté à une vitesse de plus de 44% par rapport à l'année dernière.

Par contre, la région du Nord-du-Québec nécessite toujours une présence active de l'État québécois et détient, pour la période 2004-2008, la proportion la plus élevée d'investissements issus du secteur public (76,8%). Ce pourcentage s'établissait par ailleurs à 72,2% en 2008. Hydro-Québec y est notamment le maître d'œuvre de grands barrages hydroélectriques. L'industrie forestière connaît cependant des difficultés, à cause du conflit sur le bois d'œuvre et la réduction des droits de coupes imposée à la suite du rapport Coulombe. Les perspectives d'avenir de l'emploi et de la croissance dans cette industrie sont donc plus sombres. Pour l'ensemble de l'année 2008, la région a connu une légère perte de 500 emplois et a vu son taux de chômage passer à 11,2%.

# Outaouais

## Principales Industries

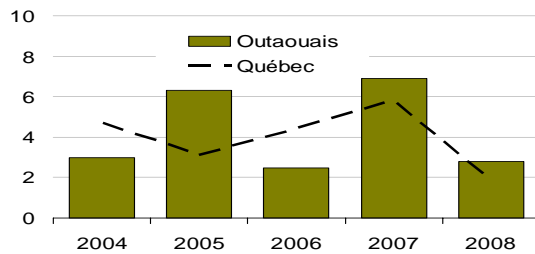
- Administration publique
- Forestière
- Pâtes et papier
- Tourisme
- Technologies de l'information

## Créneaux d'excellence

- Production et transformation du bois de type feuillu
- Technologies langagières
- Intégration des technologies et des processus d'affaires
- Développement de logiciels

**Graph. 1 : Croissance économique**

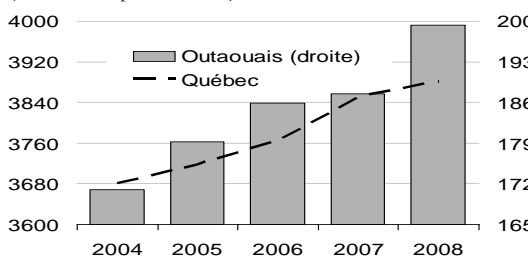
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



Source : ISQ

**Graph. 3 : Main-d'œuvre**

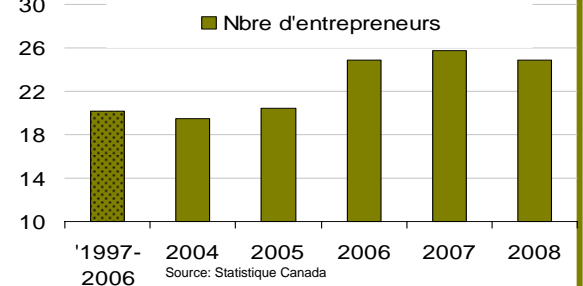
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**

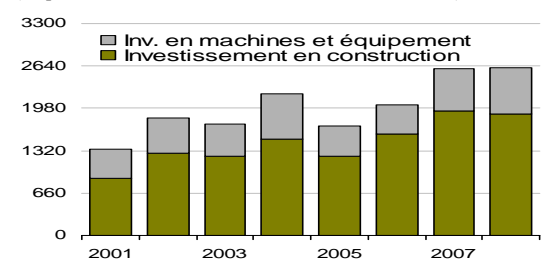
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source: Statistique Canada

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Sources: ISQ

La croissance économique de l'Outaouais a diminué au même rythme que celle de la province en 2008, passant de 6,9% à 2,8%. Les difficultés que vit actuellement l'industrie forestière affectent donc négativement l'économie dans la partie nord de la région. Cependant, les efforts consentis pour développer de nouveaux créneaux, notamment dans la fabrication de papier, aideront certainement à freiner les pertes d'emplois encourus au cours des dernières années.

De plus, le niveau de dépenses en immobilisations effectuées dans la région au cours des deux dernières années est encourageant. Celles-ci se sont d'ailleurs chiffrées à 2,6G \$ en 2008. Bien que les industries tertiaires et du logement bénéficient en grande partie de ces investissements, une certaine part aidera le secteur manufacturier à moderniser son équipement. Les investissements en machinerie et équipement ont d'ailleurs bondi de 9,6% pour l'année. Le secteur de la construction se porte bien dans la région, grâce à plusieurs développements résidentiels et commerciaux, essentiellement dans la ville de Gatineau.

La proportion des emplois provenant du secteur des services en Outaouais est la plus élevée de la province. Elle atteint 86,9%, en grande partie grâce aux services publics qui représentaient 41,4% de l'emploi en 2008. De par la présence marquée du gouvernement fédéral, le secteur public joue un rôle important dans la région. Cette situation devrait se maintenir au cours des prochaines années comme en font foi les nombreux projets en cours, dont la revitalisation des structures urbaines et la construction d'un complexe sportif à Gatineau.

La forte présence de l'État ne décourage pas l'entrepreneuriat qui demeure élevé dans la région, malgré une perte de 800 entrepreneurs en 2008. La région a d'ailleurs connu une excellente performance sur le marché du travail, au cours de cette même année, grâce à la création 11 900 emplois, soit une augmentation de 6,3%, bien supérieure à la moyenne provinciale de 0,78%. Son taux de chômage a donc diminué et s'est établi à 5,4%.



# Saguenay-Lac-St-Jean

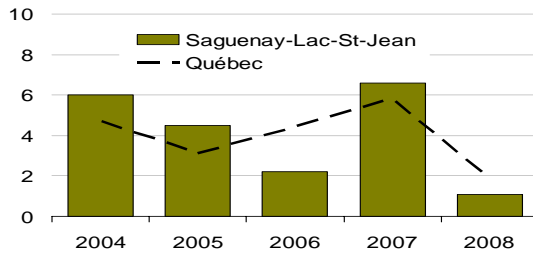
## Principales Industries

- Produits en bois
- Forestière
- Pâtes et papier
- Première transformation des métaux

## Créneaux d'excellence

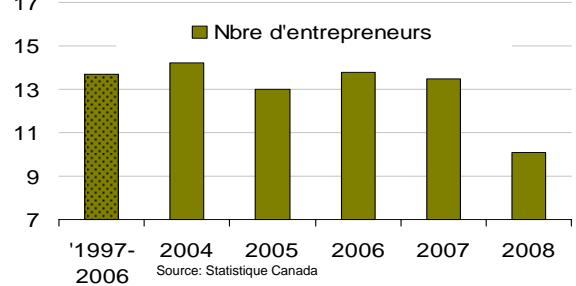
- Transformation de l'aluminium
- Tourisme d'aventure et écotourisme
- Valorisation des innovations génomiques et biomédicales
- Minéraux industriels
- Agriculture nordique
- Produits à valeur ajoutée, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> transformations du bois des essences de la forêt boréale

**Graph. 1 : Croissance économique**  
(PIB nominal aux prix de base, variation en %)



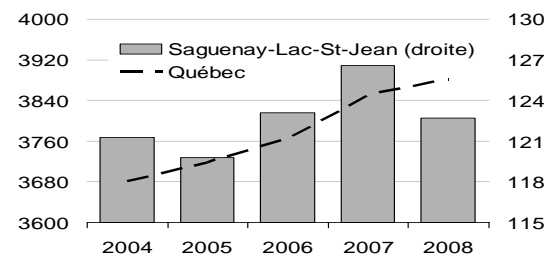
Source : ISQ

**Graph. 2 : Entrepreneuriat**  
(Nbre d'entrepreneurs, en milliers)



Source : Statistique Canada

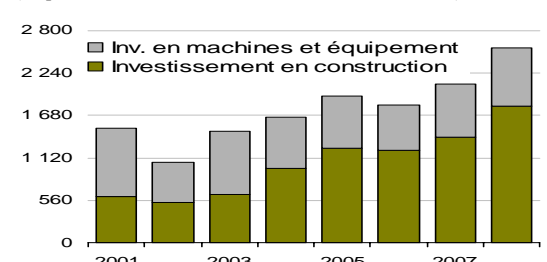
**Graph. 3 : Main-d'œuvre**  
(Niveau d'emplois, milliers)



Source : ISQ

**Graph. 4 : Facteurs de productivité**

(Dépenses en immobilisations, millions de \$ courants)



Source : ISQ

Après une croissance de son PIB nominal de 6,6% en 2007, le Saguenay-Lac-St-Jean a vu sa croissance passer en dessous de la moyenne québécoise en 2008 avec une performance de 1,1%. La région est assez dépendante de l'activité économique américaine. En 2006, elle était la région québécoise pour laquelle la plus forte proportion de ses exportations se dirigeaient vers les États-Unis, soit 93,7%. L'industrie forestière y est très présente. Ainsi, l'effet cumulé du ralentissement de l'économie américaine, de la hausse du huard, ainsi que des relents du conflit canado-américain sur le bois d'œuvre, n'est pas étranger au fait que la croissance du PIB du Saguenay-Lac-St-Jean soit descendue sous la moyenne provinciale en 2008.

L'entrepreneuriat a aussi souffert de ces conditions difficiles, avec une perte de 3 400 entrepreneurs pour l'année. Les 10 100 propriétaires d'entreprise et travailleurs autonomes représentent d'ailleurs un creux historique sur le plan de l'entrepreneuriat.

La fin de plusieurs chantiers importants, comme celui de la construction de la centrale hydroélectrique Péribonka IV, et les fermetures d'usines dans le secteur manufacturier ont eu des répercussions négatives sur l'emploi, en 2008. De plus, des compagnies, telles que Abitibi-Bowater, Louisiana Pacific, Produits Forestiers ARBEC, MDF La Baie et Boralex, ont aussi dû diminuer leurs effectifs dans la région. Au total, il s'est perdu 3 900 emplois dans la région en 2008 : c'est le pire résultat des dix dernières années. Malgré cela, le taux de chômage a tout de même chuté, passant de 9,1% à 8,5%, à cause d'une diminution de la population active.

Les investissements en immobilisations se sont chiffrés à 2,57G \$ en 2008, une augmentation de 23% par rapport à 2007. Ce pourcentage est de loin supérieur à la moyenne provinciale de 8,9%. À plus ou moins long terme, ceci devrait aider l'industrie forestière du Saguenay-Lac-St-Jean à se sortir de l'impasse, elle qui représente 20% de l'emploi lié à l'exploitation forestière au Québec.



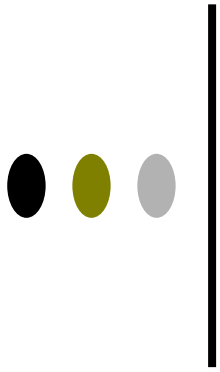
# Autres considérations

*Les Indicateurs FCCQ* est une publication annuelle offrant une analyse courante de la performance économique du Québec et de ses régions administratives.

Toutes les données proviennent de sources officielles: l'Institut de la Statistique du Québec, Statistique Canada, Industrie Canada et Ressources naturelles Canada. Aucune donnée n'a été compilée par la FCCQ.

L'analyse contenue dans *Les Indicateurs FCCQ – Édition 2009*, a été rédigée par Stéphane Duguay et Guillaume Tremblay, consultant économiste et étudiant au programme de M.Sc. de HEC Montréal.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Stéphane Duguay, économiste principal à la FCCQ, au 514-844-9571 #3244 ou à [stephane.duguay@fccq.ca](mailto:stephane.duguay@fccq.ca).



**La Fédération des chambres de commerce du Québec**  
555, boul. René-Lévesque Ouest, 19<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Z 1B1  
Tél. (514) 844-9571 Fax. (514) 844-0226  
[fccq.ca](http://fccq.ca)

